



Répression sanglante au Maroc

L'ONU ET DES ONG RÉCLAMENT UNE ENQUÊTE

Page 16

LE JEUNE

N° 8304 — SAMEDI 4 OCTOBRE 2025

ALGÉRIE-UE

INDÉPENDANT

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net

L'accord de partenariat à l'épreuve

Page 4

Contrats conclus à l'IATF 2025

TEBBOUNE : «L'HEURE EST À LA CONCRÉTISATION»



Si la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) a été couronnée par la conclusion de plusieurs contrats par les opérateurs économiques algériens, le but ultime de cette manifestation continentale, qui s'est tenue en septembre dernier à Alger, reste la concrétisation de ces contrats pour renforcer la présence algérienne sur le marché africain. C'est ce qu'a affirmé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a assuré les opérateurs du soutien de l'État, annonçant que la commission de suivi sera désormais sous la houlette du Premier ministre.

Page 3

FORUM MONDIAL DE L'AISS

La CNAS présente ses innovations

Page 2

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

L'unité de Cap Djinet 2 à pleine capacité

Page 5

COMICS, CRÉATIVITÉ ET ÉCHANGES

L'Amérique en bulles à Alger

Page 11

FORUM MONDIAL DE L'AISS À KUALA LUMPUR

La CNAS présente ses innovations

L'Algérie a présenté son engagement en matière d'innovation et de gouvernance dans le domaine de la protection sociale, à l'occasion de la participation de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) aux travaux du Forum mondial de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS), organisé à Kuala Lumpur, en Malaisie. C'est ce qu'a indiqué, jeudi, un communiqué de la CNAS.



Nadir Kouadria, directeur général de la CNAS, a affirmé : «L'innovation dans les établissements de sécurité sociale ne peut réussir sans un leadership fort et une gouvernance claire. C'est grâce à ces deux piliers que nous pouvons anticiper les mutations et répondre efficacement aux besoins des citoyens.» Il a ainsi placé la modernisation et la vision stratégique au cœur des réformes engagées par l'organisme lors de l'intervention à l'événement d'envergure, qui se tient sous le slogan «Façonner la sécurité sociale pour un monde en transition», constitue une plateforme internationale de référence

La CNAS s'est également illustrée par une présence remarquée dans plusieurs ateliers et séances interactives du Forum mondial, dont les travaux réunissent plus de 1 500 représentants issus de 130 pays. Cette forte participation témoigne de l'importance accordée par l'Algérie aux enjeux liés à la modernisation des systèmes de sécurité sociale dans un contexte international marqué par des mutations profondes. Le directeur général de la CNAS a également pris part à la séance interactive intitulée «zone d'innovation», où il a présenté des solutions concrètes déployées en Algérie pour rendre la protection sociale plus accessible, plus efficace et plus transparente.

Parmi les initiatives phares mises en avant, la CNAS a présenté la carte virtuelle «e-chifa». Cette solution numérique innovante, appelée à remplacer progressivement la carte traditionnelle, modernise l'accès aux prestations de santé et renforce la transparence dans le traitement des dossiers. Kouadria a expliqué : «La carte virtuelle e-chifa illustre parfaitement la volonté de la CNAS d'inscrire la protection sociale algérienne dans l'ère numérique. Elle vise à simplifier les démarches, améliorer le suivi des dépenses de santé et fluidifier la relation entre les assurés et nos services.» Précisant que cette innovation s'inscrit dans une stratégie plus

large de numérisation, considérée comme l'un des axes prioritaires de développement de la Caisse, afin d'adapter son fonctionnement aux nouvelles attentes des assurés sociaux. La participation algérienne a également été distinguée par un certificat de mérite décerné à la Caisse dans le cadre du concours du festival des vidéos organisé par l'AISS. Les productions audiovisuelles présentées par la CNAS, publiées sur le site officiel de l'Association, ont été saluées pour leur pertinence et leur contribution à la promotion de la sécurité sociale. Cette distinction confirme la créativité et la capacité de l'institution à mobiliser des outils

modernes de communication pour sensibiliser les citoyens à l'importance de la protection sociale. Elle met en lumière l'impact des initiatives de la CNAS au-delà des frontières, renforçant la visibilité de l'Algérie dans les instances spécialisées internationales. Il convient de noter que la participation de la CNAS au Forum mondial de l'AISS ne se limite pas à une simple présence institutionnelle. Au contraire, elle incarne une volonté affirmée de contribuer à l'échange d'expériences, de partager les réussites nationales et de s'inspirer des meilleures pratiques mises en œuvre à travers le monde.

Sihem Bounabi

RETRAITÉS NÉS EN OCTOBRE

Renouvellement obligatoire des documents

LA CAISSE nationale des retraites (CNR) invite les bénéficiaires de pensions et d'allocations de retraite, nés au mois d'octobre, à renouveler leurs documents justificatifs au cours de ce mois. Dans un communiqué rendu public, l'institution encourage fortement l'utilisation de l'application mobile «Retraite Dz», qui permet d'effectuer cette démarche à distance, de manière simple et rapide, sans se déplacer vers les agences locales. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de modernisation des services administratifs et de simplification des procédures. Elle vise à assurer la régularité des dossiers des allocataires, tout en évitant les déplacements inutiles, notamment pour les personnes âgées ou à mobilité réduite. L'application Retraite Dz propose deux modalités principales. Pour les retraités directs, la confirmation de vie se fait par reconnaissance faciale via le système R-Face. Quant aux bénéficiaires d'une pension transférée (veuves, orphelins, ascendants...), ils doivent également passer par une reconnaissance faciale, puis numériser et transmettre les documents requis à l'aide de la caméra de leur téléphone portable. Une fois les démarches finalisées avec succès, une notification de confirmation est envoyée via l'application. La CNR rappelle que chaque retraité est tenu de renouveler ses justificatifs une fois par an, à une période correspondant à son

mois de naissance. Ce calendrier annuel permet de mieux organiser le suivi et le traitement des dossiers, tout en évitant les engorgements administratifs. Les pièces exigées varient selon le type de retraite. Pour la retraite directe, les célibataires doivent fournir un certificat de vie, tandis que les personnes mariées doivent présenter un extrait de famille avec mentions marginales. Pour la retraite transférée, les documents varient : une veuve doit

fournir un certificat de non-remariage et un certificat de famille ; une fille orpheline majeure doit présenter un certificat de non-remariage et une attestation de non-activité rémunérée. Les orphelins majeurs doivent fournir un certificat de scolarité s'ils ont moins de 21 ans ou un contrat d'apprentissage s'ils ont moins de 25 ans. Les ascendants doivent présenter un certificat de famille attestant qu'ils sont en vie, tandis que le fils invalide doit fournir une

attestation de non-activité et un certificat de famille avec mentions marginales. Par cette campagne, la CNR réaffirme sa volonté de moderniser sa gestion, de simplifier les démarches administratives et de garantir aux retraités un service de qualité. Elle appelle les personnes concernées à ne pas attendre la dernière minute et privilégier les solutions numériques pour plus de facilité et de rapidité.

Lynda Louifi

FORMER LA GÉNÉRATION DE DEMAIN

Saâdaoui mise sur l'école

LE MINISTRE de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a souligné, lors de la rencontre «Une heure de dialogue», organisée par le Conseil supérieur de la jeunesse, que l'école constitue «la pierre angulaire dans la construction de l'homme». Une déclaration qui traduit la vision stratégique du secteur de l'éducation, appelé à jouer un rôle décisif dans la formation citoyenne et l'accompagnement des jeunes générations. Dans son intervention, le ministre a rappelé que l'école dépasse sa mission académique pour devenir un véritable creuset de valeurs citoyennes. Elle est, selon lui, un espace d'épanouissement où l'on cultive l'appartenance nationale, le sens des responsabilités et la culture de la participation. À ce titre, il a insisté sur l'importance d'encourager les activités parascolaires et de renforcer les clubs pédagogiques afin de préparer les élèves à une citoyenneté active et éclairée. Cette rencontre, organisée en mode hybride (présentiel et virtuel), s'inscrit dans le programme annuel du Conseil supérieur de la jeunesse pour la mandature 2025-2026. Elle s'aligne sur le deuxième axe stratégique de l'institution, qui vise à consolider la confiance

entre la jeunesse et l'administration, et à promouvoir un dialogue direct et constructif. De son côté, le président du Conseil, Mostafa Hidaoui, a rappelé que l'ouverture d'espaces permanents d'échange constitue une priorité. «Notre objectif est de permettre à la jeunesse de s'exprimer et de participer activement à la prise de décision à travers des mécanismes démocratiques», a-t-il affirmé. La conférence a été marquée par une forte interaction des participants, qui ont soulevé des questions pertinentes et formulé des propositions concrètes visant à renforcer l'intégration des jeunes dans le système éducatif. Plusieurs d'entre eux ont salué cette initiative, la considérant comme un cadre inédit de concertation directe avec un membre du gouvernement. Enfin, cette démarche s'inscrit dans une série de rencontres prévues par le Conseil supérieur de la jeunesse, dans l'objectif d'asseoir une culture durable du dialogue et de consolider les passerelles de communication entre les institutions et la jeunesse, considérée comme la véritable force motrice du développement national.

L. L.

CONTRATS CONCLUS À L'IATF 2025

Tebboune : «L'heure est à la concrétisation des engagements»

Si la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) a été couronnée par la conclusion de plusieurs contrats par les opérateurs économiques algériens, le but ultime de cette manifestation continentale, qui s'est tenue en septembre dernier à Alger, reste la concrétisation de ces contrats pour renforcer la présence algérienne sur le marché africain. C'est ce qu'a affirmé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a assuré les opérateurs du soutien de l'Etat, annonçant que la commission de suivi sera désormais sous la houlette du Premier ministre.

Les résultats obtenus la 4e édition de l'IATF, qualifiée d'«exceptionnelle», sont une première étape, la seconde devra être consacrée à honorer les engagements pris avec les différents partenaires africains et étrangers, a souligné le président de la République, lors de la rencontre qu'il a tenue avec les opérateurs économiques, jeudi, au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, pour conforter le succès de ce rendez-vous continental.

Le Président tient à ce que les engagements soient honorés au niveau national et envers les partenaires potentiels car il y a va de la crédibilité de l'Algérie. «La crédibilité de l'Etat est au-dessus de toute considération», a-t-il affirmé devant un parterre composé de hauts responsables de l'Etat, des membres du gouvernement et d'organisations patronales, exhortant les opérateurs publics et privés à aller de l'avant et à honorer leurs engagements. Le succès réalisé à l'IATF est le couronnement des efforts engagés auparavant, a soutenu le Chef de l'Etat. «Cela fait trois ans que faisons la promotion des produits algériens qui sont de qualité



Une édition exceptionnelle.

et qui ont retenu l'attention et l'intérêt des participants à l'IATF, et pas seulement les Africains», a-t-il dit, précisant il y a «21 pays hors Afrique qui ont pris part à l'IATF et qui ont affirmé avoir découvert nos produits». Maintenant que la qualité des produits made in Algeria est établie, il est temps de passer à une autre étape, celle de les placer sur le marché africain, a insisté Tebboune, ajoutant que le succès réalisé à la Foire commerciale intra-africaine ne devrait pas s'arrêter là, mais qu'il devrait y avoir «une continuité» pour mettre en application les contrats de 11,4 milliards de dollars signés par les

Algériens à l'IATF qui a enregistré un total de transactions de 48,3 milliards de dollars. Les opérateurs économiques ne seront pas seuls dans cette tâche délicate, a assuré le président Tebboune, mais trouveront auprès de l'Etat toute l'aide et le soutien dont ils auront besoin. Dans ce sens, il a fait savoir que décision a été prise de placer la commission chargée du suivi de la mise en œuvre des accords signés lors de l'IATF sous la houlette des services du Premier ministre, alors qu'à sa création, récente d'ailleurs, elle était plutôt rattachée au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. C'est dire que tout

le gouvernement sera partie prenante dans concrétisation des contrats susmentionnés étant donné que cela ne relève pas du seul secteur du Commerce.

DISPONIBILITÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES : «LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS»

Le Président a donné des instructions fermes pour qu'aucun opérateur économique ne soit entravé dans sa mission de production, que ce soit en matière de foncier ou autre, car «c'est le développement de l'économie nationale qui nécessite» de leur faciliter la tâche et de lever tout obstacle qui pourrait les ralentir. Le Chef de l'Etat a notamment insisté sur la disponibilité des matières premières qui sont parfois à l'origine de la baisse ou de l'arrêt de production. A cet effet, il a affirmé que «l'accès aux matières premières constitue la priorité des priorités», insistant auprès des membres du gouvernement concernés de mettre à la disposition des opérateurs tous les moyens nécessaires, quitte à «multiplier par deux les importations des matières premières», et

ce, pour réserver les emplois et la dynamique économique, outre les opérations d'exportation. «Je ne veux pas entendre dire qu'une usine a diminué sa production et son chiffre parce qu'elle a été privée d'importer la matière première», a encore martelé Tebboune, sous les applaudissements nourris des participants à la rencontre tant la décision semble les avoir rassurés. Par la même occasion, il a réitéré la décision de l'Algérie de ne pas recourir à l'endettement extérieur pour de simples opérations d'importations, avant d'adresser ses remerciements à tous ceux qui ont permis la réussite de l'IATF, et d'énumérer les différents secteurs hors hydrocarbures qui peuvent contribuer au développement économique du pays (agriculture, agro-industrie, industrie minière...). L'IATF était l'occasion pour les opérateurs économiques, publics et privés, de prouver que l'économie nationale est sur la bonne voie, a affirmé le Président, avant de conclure que l'Etat fort est celui qui dispose d'une économie forte, d'une armée forte et d'un peuple conscient et nationaliste.

Tania Gacem

COOPÉRATION ALGÉRO-TUNISIENNE

Une relation «solide et profonde»

DANS le cadre du renforcement des liens historiques entre Alger et Tunis, à travers la consolidation de la coopération bilatérale et l'ouverture de nouvelles perspectives de partenariat dans divers domaines, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a reçu, jeudi, au palais du Gouvernement, une délégation parlementaire tunisienne conduite par Adel Boussalmi, président du groupe d'amitié parlementaire «Tunisie-Algérie». Sayoud a mis en avant, à cette occasion, «les nouvelles mesures adoptées en application des hautes orientations des présidents des deux Républiques», visant à faciliter la fluidité des déplacements entre les deux pays, à travers l'ouverture et le renforcement des lignes de transport. Une démarche qui, selon lui, constitue «un levier essentiel pour stimuler les échanges économiques et encourager la mobilité des citoyens des deux rives». Au cours de cette rencontre, les deux parties ont affirmé «la solidarité et la profondeur des relations bilatérales qui unissent les deux pays frères», assurant de leur volonté commune de «les renforcer dans tous les domaines». Les discussions ont porté sur plusieurs dossiers d'intérêt commun, notamment les moyens de consolider la coopération économique et de promouvoir le développement local au bénéfice des deux peuples. La rencontre a également permis de saluer la dynamique positive du travail conjoint entre Alger et Tunis, notamment dans les domaines relevant du secteur ministériel.

La coopération sécuritaire, la lutte contre la criminalité transfrontalière et la promotion du développement des zones frontalières ont été identifiées comme des axes prioritaires d'action commune. Précédant cette réunion gouvernementale, les travaux parlementaires ont été marqués par plusieurs rencontres. Le président du groupe d'amitié parlementaire Algérie-Tunisie, Mohamed El Hadi Tebessi, a reçu, le même jour, le coordinateur du groupe d'amitié tunisien, Adel Boussalmi, ainsi que la délégation qui l'accompagnait.

DIMENSION PARLEMENTAIRE RENFORCÉE

M. Tebessi a affirmé : «Cette visite constitue une opportunité à même d'ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat dans divers domaines, à la faveur de la volonté commune d'élargir les champs de coopération au service des intérêts des deux pays et peuples frères.» Les discussions ont également abordé la situation internationale. Le président Tebessi a dénoncé «les crimes odieux perpétrés par l'entité sioniste dans la bande de Ghaza», réitérant «le soutien constant de l'Algérie au droit légitime du peuple palestinien à l'établissement de son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale». De son côté, Boussalmi a souligné que «l'obstination de l'entité sioniste dans ses violations des droits de l'homme et son mépris du droit des peuples à l'autodétermination appel-

lent à une position unifiée afin de mettre un terme à ces pratiques». La délégation tunisienne a, par ailleurs, salué «le succès éclatant de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), organisée en Algérie en septembre dernier», estimant qu'elle a constitué «un espace économique important pour l'échange d'expériences et la dynamisation de l'investissement africain». Les deux parties ont convenu de «la nécessité d'intensifier les efforts en vue de la réalisation de projets de développement communs et de l'élargissement des postes frontaliers», tout en appelant à «l'allègement des procédures administratives et à l'amélioration du climat d'investissement», en vue de bâtir une économie reposant sur «le principe gagnant-gagnant». Dans le même esprit, le président de la Commission des affaires économiques et financières au Conseil de la nation, Noureddine Taj, a reçu, jeudi, au siège du Conseil, la délégation tunisienne conduite par Adel Boussalmi. «Cette rencontre a constitué une occasion de réaffirmer la solidité des relations fraternelles unissant l'Algérie et la Tunisie et de renouveler la volonté politique et parlementaire commune de les hisser à des niveaux plus élevés», a indiqué le communiqué du Conseil de la Nation. Les deux parties ont insisté sur la nécessité de soutenir les échanges, de développer les investissements communs et d'explorer de nouveaux secteurs de coopération tels que

la technologie, les énergies renouvelables et les industries à forte valeur ajoutée. La réunion s'est conclue par une réaffirmation de l'attachement des deux pays à leurs positions constantes en faveur des causes justes dans le monde, en particulier la question palestinienne, considérée comme «une cause centrale pour la nation arabe». Les parlementaires des deux pays ont mis en avant «l'importance d'unifier les positions dans les instances internationales et régionales en soutien au droit légitime des peuples à disposer d'eux-mêmes», renforçant ainsi les principes de solidarité et de fraternité qui ont toujours marqué les relations entre Alger et Tunis. La délégation tunisienne a exprimé sa «satisfaction quant à la profondeur des liens historiques et fraternels» et salué «le niveau de coopération existant», réaffirmant sa volonté de «traduire cette dynamique positive en projets concrets et tangibles». Il convient de noter que ces rencontres successives, à la fois gouvernementales et parlementaires, traduisent la volonté partagée des deux pays d'insuffler un nouvel élan à leur coopération, en la diversifiant et en la rendant plus opérationnelle. Elles témoignent aussi de la convergence des positions politiques et diplomatiques de l'Algérie et de la Tunisie, au service d'une stabilité régionale et d'un développement mutuellement bénéfique.

SIhem Bounabi

ALGÉRIE – UE

Un deuxième rendez-vous pour évaluer l'accord de partenariat

La deuxième réunion du comité parlementaire mixte Algérie – Union européenne, tenue à Bruxelles, a fait ressortir la nécessité de renforcer la coopération et de rééquilibrer les intérêts liés à l'Accord de partenariat entré en vigueur il y a vingt ans. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Réunis dans la capitale belge, les délégations algérienne et européenne ont tenu la deuxième session de leur comité parlementaire mixte, présidée par M. Sid Ahmed Tamarri pour la partie algérienne et par M. Ruggero Benedetto Italo Razza pour la partie européenne. La rencontre s'est déroulée dans «un climat empreint de dialogue constructif et de responsabilité partagée», selon les organisateurs.

M. Tamarri a réaffirmé que l'Algérie accorde à ses relations avec l'Union européenne un caractère «stratégique», en soulignant qu'elles reposent sur la proximité géographique ainsi que sur des liens historiques, culturels, humains et commerciaux. À l'occasion du vingtième anniversaire de l'entrée en vigueur de l'Accord de partenariat, le même intervenant a souligné que l'évaluation conjointe devrait «permettre de corriger les déséquilibres constatés et de rétablir l'équilibre des intérêts réciproques».

De son côté, M. Ruggero Razza a déclaré que «les deux parties sont confrontées à des défis communs en matière de sécurité, d'économie et de migration», plaidant pour «un partenariat renforcé fondé sur la compréhension et le respect mutuels», dans l'optique de servir les intérêts supérieurs des deux parties et de contribuer à la stabilité et au développement dans l'espace euro-méditerranéen. Il a précisé que «la région



traverse une phase délicate et sensible» qui requiert «un effort accru, non seulement au niveau gouvernemental, mais aussi sur le plan parlementaire», présenté comme «un levier essentiel pour soutenir le dialogue et le rapprochement».

Le responsable européen a, par ailleurs, qualifié l'Algérie de «partenaire central pour l'Union européenne» et d'acteur régional «influent» en Europe du Sud et dans l'espace méditerranéen, estimant que cette position ouvre des perspectives larges pour bâtir une coopération plus équilibrée et plus efficiente dans les domaines politique, économique et sécuritaire. Selon lui, le renforcement des cadres d'amitié

parlementaire contribue à consolider la confiance mutuelle et à accompagner les dynamiques régionales et internationales actuelles, au service de la stabilité et du développement communs.

RÉORGANISATION DU DÉMANTÈLEMENT TARIFAIRE

La délégation algérienne a, pour sa part, expliqué que la réorganisation du démantèlement tarifaire s'appuie sur une évaluation précise de la mise en œuvre de l'accord, laquelle a mis en évidence «des déséquilibres croissants et un manque d'équilibre dans les bénéfices». Selon la délégation,

ce constat a conduit Alger à adopter des mesures de soutien à la production nationale pour garantir un partenariat plus équitable. L'Algérie a également exprimé son ambition de développer «un partenariat industriel avancé» avec l'UE, fondé sur «le transfert de technologie, le renforcement des capacités et la diversification de l'économie nationale», avec l'objectif de réduire la dépendance aux hydrocarbures et de mettre en place un modèle compétitif générateur de richesses et d'emplois.

Il convient de souligner que le pays a réaffirmé son rôle de «fournisseur fiable et régulier d'énergie, notamment de gaz, vers l'Union européenne»,

confirmant ainsi sa position de «partenaire stratégique en matière de sécurité énergétique», selon le communiqué.

FOURNITURE DE GAZ, LE RÔLE CLÉ DE L'ALGÉRIE

La partie européenne a, de son côté, rappelé «le rôle clé de l'Algérie en tant que fournisseur majeur de gaz et de pétrole brut», tout en mettant en exergue la portée stratégique des nouveaux projets énergétiques, notamment dans le domaine des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert.

En matière d'investissement, la délégation algérienne a souligné que «la nouvelle loi sur l'investissement garantit transparence et sécurité aux investisseurs», faisant du marché national «une destination prometteuse pour des partenariats économiques à bénéfices partagés».

En clôture, les deux parties ont affirmé que la structure institutionnelle de la coopération bilatérale devait être considérée comme un point névralgique, renchérissant que la diplomatie parlementaire représentait un levier déterminant pour consolider les relations algéro-européennes. Le dialogue parlementaire, ont-elles conclu, «permet un échange franc et constructif sur les questions d'intérêt commun et reflète la volonté partagée de renforcer les relations entre les deux rives».

Khalil Aouir

DÉBUT DE LA CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES À BÉJAÏA

Près de 5100 hectares de céréales à emblaver

LE COUP d'envoi de la campagne labours-semailles 2025-2026 a été donné, mercredi dernier, par le secrétaire général de la wilaya Saïd Yahiaoui, à partir de l'exploitation agricole privée Ben Hamma Salem, commune de Semaoune. Une ferme agricole, qui a réussi à enregistrer un rendement de «60 quintaux» par hectare lors de la dernière campagne sans irrigation d'appoint et sans subvention de l'Etat. Cette campagne est placée cette année sous le signe «Agriculture intelligente, prometteuse et durable» et intervient, explique-t-on, à l'occasion de la journée nationale de «la vulgarisation agricole». La wilaya de Béjaïa s'est engagée à «emblaver» au titre de cette nouvelle saison agricole une superficie de 5075 ha, dont 4210 ha destinés au blé dur, ce qui équivaut 80% de la superficie globale.

Selon M. Yahiaoui, «24 agriculteurs ont bénéficié jusque-là du crédit R'FIG». Un crédit d'exploitation, totalement, bonifié par l'état octroyé par la BADR. Il est destiné au financement des agriculteurs et éleveurs activant à titre individuel. Le lancement de la campagne labours-semailles a été donné en présence du président de l'APW, du chef de daïra d'Amizour et du

P/APC de Semaoune. La cérémonie a été également marquée par la présence de plusieurs intervenants activant en faveur du secteur agricole dont la GRE BADR, ANGELM, l'UCA, la CRMA et nombre d'agriculteurs de la région.

Le secrétaire général de la wilaya a exhorté, à l'occasion, la direction des services agricoles (DSA) et l'Union des coopératives agricoles (UCA) à «un dépêchement de tous les moyens matériels nécessaires et logistiques afin de garantir la réussite de cette campagne qui a pour ambition de permettre à la wilaya de Béjaïa de participer aux efforts de production de céréales dans le cadre de la marche entreprise pour l'autosuffisance alimentaire».

A ce propos, il a mobilisé 1459 engins pour labourer les champs, 1778 tracteurs et 4533,25 quintaux d'engrais et 6 fournisseurs en matière. Une décision a même été signée à cet effet le 18 septembre sous le numéro 832.

Il a, également, relevé «les efforts de l'Etat et le soutien accordé aux agriculteurs dans le but d'augmenter la production en céréales» non sans relever ensuite «les efforts et les moyens consentis à l'échelle de la wilaya de Béjaïa pour la promotion

de cette filière», et «l'importance accordée à cette production stratégique».

En marge de la cérémonie, des décisions de régularisation juridique de terrains agricoles ont été attribuées aux agriculteurs. Par ailleurs, des portes ouvertes ont, également, été organisées au centre culturel Malek Bouguermouh de la commune d'Amizour sur le secteur de l'agriculture et le potentiel en la matière de la région. Des stands ont été animés par la CRMA, la conservation des forêts, le PNG, l'UCA, GRE BABR, la direction de la pêche. Ces derniers ont présenté leurs produits et leurs activités au public et surtout aux professionnels du secteur avec ses différentes filières.

Des conférences-débat ont, également, été animées dans le cadre de la clôture de la 32e édition de la journée nationale de la vulgarisation agricole 2025.

Une communication a été présentée par l'Office national des terres agricoles (ONTA) à Béjaïa sur l'assainissement du foncier agricole conformément à la circulaire interministérielle n° 02 du 1er juin 2025, et la GRE-BADR a développé un thème en rapport au dispositif lié au «Crédit de campagne».

La direction de la pêche a abordé la «Pisciculture intégrée à l'agriculture», la CRMA a parlé des «Assurances agricoles» et enfin la direction des services agricoles est revenue avec détails sur «les nouveaux programmes de plantation d'oliviers et de crédits pour la création de chambres froides».

Notons que l'Union des coopératives agricoles (UCA) de la wilaya de Béjaïa a créé depuis le mois de juillet dernier un guichet unique afin de permettre un traitement rapide et facile des dossiers et des procédures administratives des agriculteurs. Outre ce guichet, la wilaya compte se lancer prochainement dans la numérisation du secteur agricole.

Une méthode moderne qui permettra d'avoir une visibilité sur toutes les filières, le suivi des moyens matériels, humains et logistiques de manière transparente, juste au profit des agriculteurs.

Un moyen efficace et scientifique qui aidera à connaître avec précision les besoins, de gérer les stocks de semences, de matériels et aussi d'engrais existants et permettre, aussi, de gérer rapidement les fluctuations.

N. Bensalem

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

L'unité de Cap Djinet 2 à pleine capacité

Le groupe Sonatrach a annoncé, jeudi, la mise en production à pleine capacité de l'unité de dessalement de l'eau de mer Cap Djinet 2, située dans la wilaya de Boumerdès. L'installation atteint désormais un débit opérationnel de 300 000 m³ par jour, soit l'équivalent de 300 millions de litres d'eau dessalée au quotidien après l'achèvement de l'ensemble des tests techniques et contrôles de qualité.



Une infrastructure stratégique.

Cette infrastructure stratégique est entrée en service dans la matinée de jeudi, au terme d'un processus technique et expérimental rigoureux engagé depuis son inauguration officielle par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le 11 mars 2025. Selon un communiqué de Sonatrach, cette mise en exploitation intervient à la suite de «tests mécaniques et techniques approfondis, ainsi que de contrôles stricts de la qualité», garantissant une conformité totale aux normes internationales en matière de sécurité et d'efficacité. Le groupe souligne que cette réalisation illustre le succès de l'approche nationale visant à mobiliser les compétences locales et valoriser leur savoir-faire. L'usine a, en effet, été

conçue et construite dans toutes ses phases par l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP), filiale de Sonatrach, depuis les études d'ingénierie initiales jusqu'à la mise en exploitation complète. Une prouesse qui confirme la capacité de l'entreprise à mener de grands projets répondant aux standards internationaux.

Par le biais de sa filiale Algerian Energy Company (AEC), Sonatrach a également réaffirmé son engagement à mettre en œuvre le premier programme national complémentaire destiné à renforcer la sécurité hydrique du pays «dans des délais records». Ce programme traduit la volonté de l'Algérie de relever efficacement les défis liés aux ressources en eau. Pour Sonatrach, l'usine Cap

Djinet 2 représente «un acquis stratégique majeur, consolidant la souveraineté hydrique nationale et illustrant le rôle de leadership du groupe dans la réalisation de projets structurants au service du développement durable et de l'économie nationale».

L'Algérie développe activement ses capacités de dessalement de l'eau de mer pour faire face à la pénurie d'eau et au changement climatique, le pays a mis en service plusieurs stations, avec une stratégie visant à augmenter la part du dessalement dans la consommation nationale d'eau à 60% d'ici 2030.

Le groupe Sonatrach avait également annoncé, en août dernier, l'entrée de la grande station de dessalement de l'eau de mer de Koudiet Eddraouch (El Tarf) en

phase de production à pleine capacité, estimée à 300 000 m³ par jour.

En parallèle, l'Algérie a fortement investi dans la construction de barrages et le développement de réseaux d'interconnexion hydrauliques, afin d'assurer une répartition plus équitable de la ressource en eau entre les différentes régions. Le pays compte aujourd'hui plus de 80 barrages, offrant une capacité de stockage de 8,3 milliards de mètres cubes, qui devrait atteindre 12 milliards de mètres cubes à l'horizon 2030. Les transferts Sud-Sud et Sud-Nord ont permis de mettre en place un réseau hydraulique intégré, consolidant ainsi la solidarité hydrique nationale. Le taux de raccordement à l'eau potable atteint désormais 98%, plaçant

l'Algérie parmi les pays africains les mieux dotés en infrastructures d'accès à l'eau.

Dans la continuité de cette stratégie, six nouvelles stations de dessalement seront mises en chantier à partir de 2026 dans les wilayas de Skikda, Jijel, Tizi Ouzou, Chlef, Mostaganem et Tlemcen, chacune affichant une capacité de 300 000 m³/jour. L'objectif est de porter le taux de couverture à plus de 60%, tout en préservant les ressources souterraines. Parallèlement, l'Algérie ambitionne de développer localement les technologies de dessalement, notamment les membranes d'osmose inverse, et de recourir davantage aux énergies renouvelables pour alimenter ces installations.

Rim Boukhari

AFRICAN ENERGY WEEK EN AFRIQUE DU SUD

Sonatrach présente le potentiel de l'Algérie

LE GROUPE Sonatrach participe à la 5e édition de l'African Energy Week (AEW 2025), organisée du 29 septembre au 3 octobre, au Centre international des conférences de la ville du Cap (Afrique du Sud), où il a présenté le potentiel algérien. La participation de Sonatrach à ce rendez-vous international, placé sous le thème «Investir dans les énergies africaines : permettre à l'Afrique de prendre le leadership dans le domaine de l'énergie», à la tête d'une délégation de haut niveau composée de cadres dirigeants du groupe, intervient dans le cadre de «son engagement à soutenir le développement de l'industrie énergétique sur le continent africain», a précisé la même source. Le responsable chargé du développement des affaires et du marketing de Sonatrach, intervenant en tant qu'interlocuteur principal lors d'une session de débat stratégique, a mis en exergue «le rôle de l'Algérie en tant que destination d'investissement de premier plan, capable d'attirer des capitaux à l'échelle mondiale et de développer des partenariats fondés sur la création d'opportunités de coopération équilibrées». A la session de débat, intitulée «Libérer le potentiel énergétique de l'Algérie : priorités d'investissement pour 2026 et au-delà», le responsable a abordé la feuille de route d'investissement de l'Algérie pour 2026, les incitations réglementaires, tout en mettant en avant les opportunités d'investissement dans les domaines de l'exploration, du développement des infrastructures et des énergies renouvelables. En marge de cette manifestation, la délégation de Sonatrach

a tenu plusieurs réunions avec des représentants d'entreprises sud-africaines, en l'occurrence Vuwa Investments Holding», «ESPN Energy» et la joint-venture «Lan-ziBlox». La délégation a également eu une rencontre avec des représentants de l'entreprise «Ammat Global Resources» de la République du Congo, ainsi que de l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG) de la République d'Angola. Ces rencontres visent à «renforcer les relations entre Sonatrach et les entreprises africaines afin de développer les opportunités de partenariat intra-africain». Par ailleurs, la délégation de «Sonatrach» a rencontré des représentants de la compagnie norvégienne «Equinor», de l'américaine «Chevron», de la japonaise «Mitsui &Co», ainsi que de la société

américaine «S&P Global», spécialisée dans l'étude et l'analyse des informations financières, et de la multinationale «Wood Mackenzie», une entreprise de conseil spécialisée dans l'analyse des données.

Dans ce contexte, le groupe a souligné dans son communiqué que sa participation à cette semaine de l'énergie «s'aligne sur la vision énergétique de l'Algérie, ce qui renforcera sa position d'acteur majeur dans l'industrie énergétique africaine, tout en contribuant à la garantie de la sécurité énergétique aux niveaux continental et mondial, à travers l'ouverture de nouvelles perspectives de partenariats d'investissement avec les grandes compagnies internationales». La participation de Sonatrach à cet événement reflète également «l'engagement de l'Algérie à édifier un modèle

énergétique équilibré, combinant l'exploitation de ses ressources en pétrole et en gaz avec le développement de solutions alternatives respectueuses de l'environnement, dans le cadre de l'adaptation aux mutations mondiales et aux objectifs de développement durable», conclut le communiqué.

Cet événement a réuni plus de 6000 participants, dont de hauts responsables gouvernementaux, des leaders du secteur de l'énergie, ainsi qu'un nombre important d'investisseurs africains et internationaux. La rencontre a permis de mettre l'accent sur les opportunités d'investissement et l'importance d'un dialogue concret visant à mettre en exergue l'immense potentiel énergétique du continent.

M. B.

SALON FRUIT ATTRACTION À MADRID

L'Algérie décroche 10 contrats d'exportation

LA PARTICIPATION de l'Algérie à la 17e édition du Salon international des fruits et légumes et des technologies agricoles modernes «Fruit Attraction», organisée à Madrid du 30 septembre au 2 octobre, a été marquée par la signature de dix nouveaux contrats d'exportation. Neuf entreprises algériennes ont conclu ces accords avec des partenaires venus d'Europe, d'Asie et d'Afrique, renforçant ainsi la présence des produits nationaux sur les marchés internationaux. Ce succès reflète «l'intérêt soutenu qu'a suscité le pavillon algérien tout au long des trois jours de l'événement», selon un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. De nombreux professionnels, importateurs et représentants de grands réseaux de distribution internationaux ont été ainsi séduits par la qualité, la

diversité et la compétitivité des produits exposés, selon la même source. Cette participation a également été l'occasion de valoriser et de promouvoir le label «Made in Algeria», en mettant en avant le savoir-faire local et les atouts des produits agricoles nationaux. À travers une mise en scène soignée et une communication ciblée, le pavillon algérien a contribué à renforcer l'image de marque des produits du pays et ouvrir de nouvelles perspectives commerciales à l'international. Ces résultats s'inscrivent dans la dynamique engagée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, visant à mettre en œuvre la stratégie nationale de diversification des exportations hors secteur des hydrocarbures.

R. B.

OCTOBRE ROSE

L'Algérie intensifie sa lutte contre le cancer du sein

Une campagne nationale de dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus a été lancée, mercredi à Alger, par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, avec pour ambition d'ancrer la culture de prévention et de renforcer l'accès aux soins. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.

L'initiative s'inscrit, selon les autorités, dans une démarche de continuité visant à améliorer la prise en charge des patients et à faciliter l'accès au traitement précoce. Placée sous le slogan « Le dépistage précoce, un moment de conscience : n'hésite pas, ta vie est une responsabilité », la campagne a donné son coup d'envoi au centre familial des travailleurs de la sécurité sociale par la ministre de la Solidarité nationale, Soraya Mouloudji, en présence du ministre de la Santé, le Pr Mohamed Essedik Aït Messaoudène, du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, ainsi que du président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), le Pr Kamel Sanhadji. L'événement a également réuni des représentants d'organismes onusiens en Algérie et de la société civile.

À cette occasion, la ministre a annoncé que le secteur de la Solidarité nationale, en partenariat avec celui de la Santé, supervise la campagne nationale de dépistage précoce et de sensibilisation au cancer du sein et du col de l'utérus. « Les directions de l'action sociale et de la solidarité dans les wilayas, appuyées par les cellules de proximité de ce département, travailleront de concert avec les directions de la Santé pour animer la campagne sur l'ensemble du territoire » a-t-elle précisé. À leurs côtés, des associations engagées participeront activement, dans un cadre collaboratif, dans le but de promouvoir la culture du dépistage précoce et de rappeler aux femmes que les chances de guérison sont d'autant plus élevées lorsque le diagnostic est posé à temps, toujours selon la même responsable. À cet égard, Mme Mouloudji a souligné que l'Algérie « demeure déterminée à lutter contre le cancer du sein » en consolidant la coordination entre les différents acteurs.

À cette occasion, la ministre a, surtout, mis l'accent sur la nécessité impérieuse de sensibiliser les femmes au dépistage précoce « afin d'éviter l'aggravation de la maladie », rappelant que « la prévention restera toujours le meilleur traitement ». Dans cette



Ancrer la culture de prévention.

optique, Mme Soraya Mouloudji a fait savoir que son département a fait démarrer un spot publicitaire de sensibilisation sur l'importance du dépistage précoce du cancer du sein chez les femmes. D'après ses déclarations, ce spot, auquel ont pris part plusieurs artistes algériennes, sera diffusé sur les médias nationaux et relayé via les réseaux sociaux pour atteindre le plus grand nombre possible de femmes.

Dans la même veine, la ministre a expliqué que cette démarche n'était pas « une simple action conjoncturelle », mais une approche de fond visant à toucher les femmes dans toutes les régions, y compris les plus reculées. Elle a aussi mis en exergue la gratuité du dépistage, l'aide matérielle et l'accompagnement psychologique, tout en appelant à « renforcer les actions de bénévolat et de sensibilisation tout au long de l'année », notamment via

les réseaux sociaux. L'implication des femmes rétablies du cancer, invitées à partager leurs témoignages, est également prévue.

UN MESSAGE UNIFIÉ AUX FEMMES ARABES

Il convient de noter que Mme Mouloudji a exprimé sa gratitude aux médecins et infirmiers du corps médical, qualifié d'« armée blanche », tout en saluant le travail de proximité des associations actives, présentées comme de véritables relais entre les citoyens et les institutions publiques.

Du reste, la ministre a aussi rappelé que cette journée coïncide, en réalité, avec la célébration, par les pays arabes, de la Journée arabe de sensibilisation au cancer du sein, fixée au 1er octobre de chaque année. Cette journée a été instituée lors de la 38^e

session du Comité de la femme arabe, tenue à Alger, en application de la quatrième recommandation prévoyant l'activation de l'initiative « Valise Rose », a-t-elle expliqué. Et de relever : « Celle-ci adresse un message unifié aux femmes arabes sur la nécessité de se protéger contre cette maladie redoutable qui continue d'arracher la vie à un grand nombre de femmes dans le monde. » La ministre a, en ce sens, indiqué que, comme dans les autres pays arabes, l'Algérie s'emploie pour la septième année consécutive à concrétiser cette initiative, réaffirmant sa volonté de poursuivre la lutte contre le cancer du sein.

De son côté, le ministre de la Santé a rappelé que le cancer du sein demeure le premier cancer féminin en Algérie, avec plus de 13 000 cas recensés chaque année, représentant 46% des cancers chez la femme. « Notre pays a réalisé des avancées notables dans la lutte contre le cancer, grâce à la volonté politique et à la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui en a fait une priorité absolue », a-t-il déclaré. Il a cité parmi les mesures engagées la création d'une Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer (CNPLCC), l'ouverture de nouveaux services d'oncologie et de radiothérapie, la disponibilité des médicaments anticancéreux et l'introduction de techniques innovantes de dépistage et de traitement. Pour lui, la phase actuelle impose « d'intensifier le dépistage, d'améliorer l'accueil dans les établissements de santé et de généraliser les campagnes de sensibilisation ».

Une vaste campagne nationale sera d'ailleurs lancée le 9 octobre dans les wilayas d'Adrar et de Timimoun, avant d'être généralisée à l'ensemble du territoire. L'objectif, a résumé le ministre, est de faire d'Octobre rose « bien plus qu'une simple campagne ponctuelle », mais un rendez-vous pour enraciner « une culture de prévention et de dépistage comme pratique quotidienne pour la femme algérienne ».

Khalil Aouir

MISSION INTERNATIONALE CONJOINTE DE SUIVI

Réinsertion sociale des femmes détenues

UNE DÉLÉGATION conjointe algérienne et internationale s'est rendue à l'établissement de rééducation de Bordj Bou Arréridj dans le cadre d'un projet d'appui à la réinsertion des femmes détenues, mené par le ministère de la Justice, le PNUD et la Confédération suisse. Cette initiative, qui en est à sa deuxième phase, vise à renforcer la réhabilitation sociale à travers des formations, des infrastructures adaptées et un accompagnement durable, en phase avec les objectifs de développement durable.

La délégation algérienne était composée du wali Kamel Nouisser, et du directeur national du projet, Berkoun Mohamed, accompagnés de cadres du secteur de la justice, de représentants des autorités civiles et sécuritaires, ainsi que d'acteurs de la société civile. Du côté international, la représentante résidente du PNUD en Algérie, Natacha Van Rijn, et le directeur de la coopération auprès de l'ambassade de Suisse à Tunis, Fabrizio Poretti, ont pris part à la visite, entourés de leurs déléga-

tions respectives. À l'ouverture de la visite, le directeur de l'établissement a présenté les principaux résultats enregistrés dans le cadre de la mise en œuvre du projet, notamment en matière de prise en charge des femmes détenues. Selon le communiqué, cette dynamique illustre « l'évolution qu'a connue le système pénitentiaire algérien en matière d'accompagnement et de réhabilitation », suite à la mise à disposition de formations professionnelles et d'opportunités d'emploi, favorisant un environnement propice à la réinsertion post-carcérale.

Le procureur général près la cour de Bordj Bou Arréridj a mis l'accent sur « l'importance de la complémentarité entre les efforts des acteurs nationaux et internationaux », dans une approche qualifiée de participative et à dimension humaine. Il a souligné que cet engagement visait à assurer une réinsertion réussie et durable, réduisant ainsi les risques de récurrence après la libération.

De son côté, le directeur national du pro-

jet, lisant une allocution au nom de la DGAPR, a réaffirmé « la profondeur du partenariat unissant le ministère de la Justice, le PNUD et la Confédération suisse ». Il a salué le rôle croissant de la société civile dans l'accompagnement de cette dynamique, rappelant l'augmentation du nombre d'associations actives dans ce domaine. Selon lui, l'objectif reste que cette coopération se poursuive et s'élargisse à l'avenir, dans un esprit de solidarité et de durabilité.

Pour sa part, Natacha Van Rijn a déclaré que le PNUD était fier de renforcer ce partenariat avec le ministère de la Justice, qu'elle a qualifié de modèle réussi de coopération multipartite, en parfaite adéquation avec les Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Fabrizio Poretti a, de son côté, mis en avant « l'importance de l'implication des associations dans le projet » et salué « la convergence des visions entre tous les partenaires ». Il a souligné « la valeur noble de cette initiative axée sur la réhabilitation et l'autonomi-

sation des femmes détenues en vue d'un avenir meilleur », toujours selon la même source.

La délégation a ensuite visité les pavillons du quartier féminin de l'établissement, où elle a pu constater sur le terrain la mise en œuvre du projet, a fait savoir le communiqué. « Les partenaires ont découvert les nouvelles infrastructures et équipements mis en place, parmi lesquels des salles de classe, une bibliothèque, une garderie, un atelier de couture, un salon de coiffure, une salle de loisirs, une infirmerie multidisciplinaire, une cuisine équipée et des espaces dédiés aux activités sportives », a-t-il détaillé.

La même source a rapporté que les visiteurs ont également reçu des explications sur « les activités actuellement menées par les détenues », visant à optimiser leur période de détention « pour leur développement personnel, intellectuel et physique », tout en les préparant activement à leur réinsertion à l'issue de leur peine.

Khalil Aouir

«SHUTDOWN» AUX ÉTATS-UNIS

Trump accentue ses menaces faute d'accord entre républicains et démocrates

Aux États-Unis, les tractations se poursuivent en coulisses et il n'y a toujours pas d'accord sur le budget entre républicains et démocrates. Donald Trump promet des mesures de repréailles. Il a déjà gelé le financement de dizaines de projets dans les États démocrates et menace aussi de procéder à de nouveaux licenciements massifs dans la fonction publique.

Des projets d'infrastructure gelés dans des États démocrates, des licenciements « imminents » de fonctionnaires, et désormais la suppression envisagée d'agences fédérales : Donald Trump a intensifié la pression ce jeudi sur l'opposition démocrate, au deuxième jour d'un blocage budgétaire sans issue apparente. Le président américain a affirmé sur sa plateforme Truth Social qu'il rencontrerait dans la journée son directeur du budget à la Maison Blanche, Russell Vought, « pour déterminer quelles agences démocrates, dont beaucoup sont une ARNAQUE politique, il recommande d'éliminer, et si ces fermetures doivent être temporaires ou permanentes ».

« Je n'arrive pas à croire que les démocrates extrémistes de gauche m'ont donné cette opportunité sans précédent », a-t-il ajouté, en référence au blocage budgétaire au Congrès, qui a plongé les États-Unis mercredi en situation de « shutdown », avec la mise à l'arrêt d'une partie des administrations fédérales.

Plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires, aux fonctions considérées comme « non essentielles », ont été mis au chômage technique et des perturbations sont attendues pour les usagers des services publics.

L'association des contrôleurs aériens américains (NATCA) a notamment dit dans un communiqué craindre pour la sécurité de l'espace aérien du fait de la mise au chômage technique de plus de 2 300 de ses adhérents.

Le secrétaire au Trésor de Donald Trump, Scott Bessent, a estimé jeudi sur la chaîne CNBC que la paralysie budgétaire allait « porter un coup au PIB, un coup à la croissance, et un coup à l'Amérique qui travaille. »

Dans les rues de Washington, face aux mesures de Donald Trump, quelques rassemblements spontanés de soutien aux employés fédéraux se sont organisés ce vendredi. Ici, explique Keith, l'un des manifestants, tout le monde connaît un fonctionnaire, mais le problème, c'est leur image dans le reste du pays.

« Je pense qu'en dehors de Washington, dans la majorité du pays, les employés fédéraux n'ont pas beaucoup de soutien. Il y a ce mythe très ancien, cette fausse idée selon laquelle les gens qui travaillent pour le gouvernement sont paresseux. Les gens ne réalisent pas. Ils ne voient pas le travail



abattu au jour le jour, mais ils en bénéficient sans même y penser. C'est très facile de diaboliser les employés fédéraux, d'autant plus que légalement, ils ont un devoir de réserve. Ils ne peuvent pas se défendre. Ce sont vraiment des cibles faciles », explique-t-il, au micro de notre correspondant à Washington, Vincent Souriau. Keith travaillait comme sous-traitant pour USAID, l'agence américaine de développement. Il a perdu son emploi après les premières purges dans la fonction publique et parle d'une véritable obsession au sein de l'administration Trump.

« Ils ont repoussé les limites. Il y a une sorte de bascule dans ce que les gens sont capables de tolérer. Maintenant, ils n'ont même plus besoin de se justifier. On est en plein «shutdown» et leur discours de base, c'est : «tiens, on va virer tous ces employés fédéraux». Mais pourquoi

feriez-vous une chose pareille ? Les gens qui ne sont pas MAGA se posent la question, mais le peuple MAGA a des œillères. Ils font ce que dit le régime. Ils aiment le roi », s'inquiète-t-il.

Il faut attendre les élections, dit-il. Et la seule chose que l'on puisse faire d'ici là, c'est en rire tant que c'est encore possible, termine-t-il.

LES NÉGOCIATIONS BLOQUENT

Les « shutdown », inédits depuis sept ans, sont très impopulaires aux États-Unis et chaque camp rejette la faute sur l'autre. « De vraies souffrances sont infligées aux Américains », a prévenu le chef républicain de la Chambre des représentants, Mike Johnson, dénonçant le refus des démocrates de soutenir un texte républicain.

Au-delà des menaces, la majorité prési-

dentielle espère qu'un nombre suffisant de sénateurs démocrates finira par céder et voter en faveur du texte républicain. Car si les républicains disposent de la majorité aux deux chambres du Congrès, le règlement du Sénat fait qu'ils auront besoin d'au moins huit démocrates afin d'atteindre le seuil nécessaire de 60 voix pour l'adoption d'un budget.

Pour l'heure, les élus de l'opposition ne semblent pas vouloir bouger. Lors des derniers votes, seuls trois démocrates ont joint leur voix à celles de la majorité. Dans l'état actuel des négociations, les républicains proposent une simple extension du budget actuel jusqu'à fin novembre, quand les démocrates exigent la prolongation de programmes publics d'assurance santé pour les plus démunis, dénonçant des coupes claires dans les dépenses de santé décidées par l'administration Trump.

Kiev face à des promesses suspendues

LA PARALYSIE budgétaire à Washington a plongé les échanges avec Kiev dans l'incertitude, figeant un projet sur les drones et assombrissant les perspectives de livraisons d'armes. L'aide militaire annoncée le mois dernier reste sans calendrier précis, tandis que les contacts institutionnels sont également suspendus. La fermeture du gouvernement fédéral américain, intervenue le 1er octobre après l'échec des négociations budgétaires au Congrès, a des effets bien au-delà des frontières des États-Unis. À Washington, une délégation ukrainienne venue discuter d'un accord sur les drones a trouvé portes closes : les fonctionnaires du Pentagone, du Département d'État et de la Maison Blanche, renvoyés chez eux, ne sont plus en mesure d'assurer la moindre réunion officielle, rapporte le Telegraph. Les discussions sur la coopération technologique et, plus largement, sur les futures livraisons d'armes sont désormais gelées. Les responsables ukrainiens admettent que chaque jour de blocage entraîne un retard supplémen-

taire et que d'autres délégations prévues hésitent désormais à faire le voyage, note le quotidien britannique. L'élan diplomatique voulu par Kiev s'effondre ainsi sur la réalité administrative américaine. Des centaines de milliers de fonctionnaires américains sont en congé forcé, tandis que ceux dont les tâches sont jugées essentielles travaillent sans rémunération. Dans ce climat, l'avenir du programme d'aide à l'Ukraine annoncé le mois dernier reste incertain. Washington avait alors promis un paquet de 500 millions de dollars en faveur de Kiev, financé en partie grâce aux contributions de l'OTAN. Or, nul ne peut affirmer que cette enveloppe se traduira concrètement et rapidement en livraisons d'armes. Le tout ressemble désormais davantage à une déclaration d'intention qu'à un calendrier solide. Après avoir exprimé ses réticences à l'égard de l'effort militaire en Ukraine, le président américain a opéré un revirement en déclarant que Kiev serait capable de reconquérir tous ses territoires perdus, laissant

néanmoins à l'Europe la responsabilité de soutenir l'essentiel de cette entreprise. Le 30 septembre, Sergueï Lavrov s'est exprimé sur les spéculations concernant une éventuelle livraison de missiles de croisière Tomahawk par les États-Unis à Kiev. Le chef de la diplomatie russe a jugé que cette idée n'était « pas encore une décision définitive », y voyant surtout « le résultat des pressions de l'Europe sur Washington, qui cherche à montrer qu'il écoute ses alliés ». Il a ajouté : « Les Américains ne livrent pas ces armes à n'importe qui. Même en Europe, seuls l'Espagne et les Pays-Bas en reçoivent. Si les États-Unis considèrent l'Ukraine comme un État responsable capable d'en faire un usage approprié, c'est pour moi surprenant ». Le ministre russe des Affaires étrangères a également estimé que la livraison de ces armes n'aurait « aucun effet sur la situation militaire ». Selon lui, « l'arrivée de Tomahawk en Ukraine ne changera rien sur le champ de bataille ».

R. I.

CHAMPIONNATS DU MONDE D'ATHLÉTISME HANDISPORT

Médaille d'or et nouveau record du monde pour Safia Djelal au lancer du poids

LA CHAMPIONNE paralympique algérienne Safia Djelal a décroché la médaille d'or au lancer du poids (F57), avec à la clé, un nouveau record du monde, ce jeudi, au stade Jawaharlal Nehru de New Delhi, en Inde, à l'occasion de la sixième journée des Championnats du monde d'athlétisme handisport (hommes et dames), qui se clôturera dans trois jours.

Lors d'une finale regroupant sept concurrentes, Safia Djelal a conservé son titre mondial remporté à Kobe en 2024, en réalisant un lancer à 11,67 mètres, battant ainsi son précédent record du monde (11,62 m). Après avoir échoué lors de ses deux premiers essais, sous la pression souvent ressentie par les athlètes, elle a réussi un bon lancer de 11,59 m à sa troisième essai, suffisant d'ailleurs, pour sécuriser la médaille d'or. Mais elle a poursuivi son effort avec détermination pour finalement réaliser son meilleur jet à son cinquième, avec 11,67 m, améliorant ainsi son propre record mondial de cinq centimètres.

Après sa victoire, Djelal n'a pas caché sa joie, déclarant qu'elle avait atteint son objectif de remporter l'or. Elle a également affirmé que cette compétition lui a permis d'évaluer son niveau de préparation, promettant de continuer à progresser en vue des prochains défis internationaux, jusqu'aux Jeux paralympiques de Los Angeles où elle compte arriver en pleine forme. De son côté, sa compatriote Nasima Saifi a offert une médaille d'argent supplémentaire à l'Algérie à ces championnats de New Delhi – sa deuxième médaille après l'or au lancer de disque. Elle s'est classée deuxième derrière Safia Djelal au lancer du poids avec un jet de 10,45 m, réalisé lors de sa quatrième tentative.

LA MÉDAILLE DE BRONZE EST REVENUE À LA CHINOISE TIAN YUXIN, AVEC UN LANCER DE 10,35 M.

Grâce à ces deux nouvelles récompenses, l'Algérie porte son total provisoire à huit médailles: 3 médailles d'or, 3 d'argent et 2 de bronze, ce qui lui permet d'occuper provisoirement la 13e place au classement des nations. Lors des autres épreuves de cette sixième journée, l'athlète Mokhtar Didane s'est qualifié pour la finale du 100 mètres (T36), en terminant troisième de sa série avec un chrono de 12.05, son meilleur temps de la saison. La première place de cette série est revenue à l'Australien James Turner (11.94), suivi du Chinois Deng Peicheng (12.01). En revanche, Fakhr-Eddine Thélaidjia a été éliminé lors de la première série, terminant cinquième avec un temps de 12.50, également son meilleur chrono de la saison. Les trois premières places de cette série ont été prises par: Kirill Glazyrin (sous bannière neutre) en 12.01, l'Argentin Alexis Chavez (12.16) et le Chinois Yang Yifei (12.23). Les trois premiers de chaque série, ainsi que les deux meilleurs temps seront présents en finale prévue vendredi. Enfin, au programme des compétitions de ce jeudi à partir de 12h40 (heure algérienne), l'athlète algérienne Mounia Gasmi participera à la finale du lancer du poids (F32). Elle tentera de faire oublier sa contre-performance lors de la finale du lancer de massue, où elle avait terminé dixième et dernière.

QUALIFICATIONS DE LA COUPE DU MONDE 2026

Petkovic convoque 26 joueurs, une première pour Zidane, Belghali, Dorval, et Chergui

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football, Vladimir Petkovic, a retenu 26 joueurs en vue des deux derniers matchs des qualifications de la Coupe du monde 2026: le jeudi 9 octobre face à la Somalie à Oran (17h00), et le mardi 14 octobre devant l'Ouganda, à Tizi-Ouzou (17h00), comptant respectivement pour les 9e et 10e journées (Gr.G).

Le coach national a dévoilé cette liste, en conférence de presse qui se tient en ce moment à la salle «Mohamed Sellah», du stade Nelson-Mandela de Baraki. Cette liste est marquée par la présence pour la première fois du gardien de but Luca Zidane (FC Grenade/ Espagne), qui a décidé récemment de changer sa nationalité sportive, ainsi que les défenseurs Rafik Belghali (Hellas Vérone/ Italie), Samir Chergui (FC Paris/ France), et Mehdi Dorval (SSC Bari/ Italie).

En revanche, Petkovic sera privé des services de quatre joueurs : les défenseurs Mohamed Farsi (Colombus Crew/ Etats-Unis), Rayan Aït-Nouri (Manchester City/ Angleterre), et Youcef Atal (Al-Sadd SC/ Qatar), ainsi que le milieu offensif Houssein Aouar (Ittihad Djeddah/ Arabie saoudite), blessés.

A noter le retour des deux milieux de terrain : Adam Zorgane (SC Charleroi/ Belgique) et Badreddine Bouanani (Stuttgart/ Allemagne), alors que le milieu de terrain, Ramiz Zerrouki (Twente FC/ Pays-Bas) et le milieu offensif Saïd Benrahma (Neom FC/ Arabie saoudite), ne figurent pas dans cette liste. L'équipe nationale entrera en stage, lundi, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, avant de rallier Oran, la veille de son match face à la Somalie. Au terme de la 8e journée disputée en mars dernier, la sélection nationale trône en tête du groupe G avec 19 points, à quatre longueurs de ses poursuivants directs, le Mozambique et l'Ouganda, qui comptent 15 points chacun. La Guinée occupe la 4e place avec 11 unités, devant le Botswana (9 pts) et la Somalie (1 point). Pour rappel, les premiers des neuf groupes en lice seront automatiquement qualifiés pour la phase finale du Mondial 2026. Les quatre meilleurs deuxièmes (des groupes) joueront dans un tournoi de barrage de la CAF. Le vainqueur du tournoi de barrage de la CAF participera au tournoi de barrage



de la Fédération internationale (FIFA).

Liste des 26 joueurs convoqués :

Gardiens : Luca Zidane (FC Grenade/ Espagne), Alexis Guendouz (MC Alger), Oussama Benbot (USM Alger)

Défenseurs : Ramy Bensebaïni (Borussia Dortmund/ Allemagne), Mohamed Amine Tougaï (ES Tunis/ Tunisie), Samir Chergui (FC Paris/ France), Rafik Belghali (Hellas Vérone/ Italie), Kévin Guitoun (Charleroi SC/Belgique), Aïssa Mandi (Lille OSC/ France), Jaouen Hadjam (BSC Young Boys/ Suisse), Mehdi Dorval (SSC Bari/ Italie)

Milieux : Nabil Bentaleb (Lille OSC/ France), Hicham Boudaoui (OGC Nice/ Fran-

ce), Adam Zorgane (Union Saint-Gilloise/ Belgique), Ilan Kebbal (Paris FC/ France), Ibrahim Maza (Bayer Leverkusen /Allemagne), Farés Chaïbi (Eintracht Francfort/ Allemagne), Badreddine Bouanani (Stuttgart/ Allemagne)

Attaquants: Mohamed Amine Amoura (VfL Wolfsburg/ Allemagne), Youcef Belaïli (ES Tunis/ Tunisie), Riyad Mahrez (Al-Ahli SC/ Arabie saoudite), Anis Hadj Moussa (Feyenoord/ Pays-Bas), Amine Gouiri (Olympique Marseille/ France), Yassine Benzia (Al-Fayha SC/ Arabie saoudite), Baghdad Bounedjah (Al-Shamal SC/ Qatar), Amin Chiakha (Vejle BK/ Danemark).

La FIFA dévoile Trionda, le ballon officiel de la Coupe du monde 2026

LA FIFA a dévoilé jeudi le ballon officiel de la Coupe du monde 2026, comportant une légère amélioration de l'adhérence, une puce intégrée et des détails célébrant les trois co-organisateurs: Etats-Unis, Mexique et Canada. Le ballon, baptisé Trionda, a de nouveau été conçu par le fabricant allemand Adidas, fournisseur officiel depuis la Coupe du monde de 1970. La première Coupe du

monde organisée par trois pays, avec 48 équipes en compétition, a inspiré à la fois le nom et le design du ballon, qui arbore les couleurs rouge, bleu et vert. Les symboles de chaque pays hôte - les feuilles d'érable du Canada, l'aigle du Mexique et les étoiles des Etats-Unis - sont également présents, avec un triangle représentant l'unité des trois pays. Le ballon comporte aussi des coutures profondes conçues pour offrir

une «stabilité optimale en vol» et des icônes en relief qui améliorent l'adhérence en cas d'humidité. Une puce à capteur de mouvement transmettra des informations sur les mouvements du ballon, envoyant des données au système d'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR). La Coupe du monde 2026 de football se tiendra du 11 juin au 19 juillet prochain. Le tirage au sort du tournoi aura lieu à Washington le 5 décembre.

CAN 2026 (DAMES)

Le tournoi fixé du 17 mars au 3 avril 2026

LA COUPE d'Afrique des nations CAN 2026 (dames), se jouera du 17 mars au 3 avril 2026, a annoncé la Fédération internationale de football (FIFA), jeudi dans un communiqué. «Les dates de la prochaine CAN féminine, prévue du 17 mars au 3 avril 2026, ont été ajoutées au calendrier international des matchs pour le football féminin», précise l'instance internationale, à l'issue de la réunion de son Conseil à Zurich. La précédente édition avait été remportée par le Nigeria, face au Maroc (3-2). L'Algérie qui signalait son retour à cette compétition,

après avoir été absente lors des deux précédentes éditions, a atteint les quarts de finale pour la première fois de son histoire, avant de s'incliner devant le Ghana (0-0, aux t.a.b : 2-4). Les Algériennes, dirigées sur le banc par Farid Benstiti, se sont qualifiées pour le 2e et dernier tour qualificatif de la CAN 2026, en dominant en février dernier le Soudan du Sud, dans les deux manches : aller : 5-0, retour : 3-0. Elles affronteront leurs homologues camerounaises en ce mois d'octobre. Le match aller se jouera à domicile. Les deux manches sont programmées entre le 20 et le 28 octobre.

ESPAGNE

De la Fuente justifie la convocation de Yamal et se paie encore Flick

Luis De la Fuente a annoncé la liste des joueurs convoqués pour les rencontres face à la Géorgie et la Bulgarie. Sans surprise, Lamine Yamal y figure. Face aux polémiques, le patron de la Roja s'est expliqué.

Hansi Flick a dû moyennement apprécier. Ce vendredi, sur les coups de 11h30, Luis De la Fuente a dévoilé la liste des joueurs convoqués en équipe d'Espagne pour les rencontres face à la Géorgie (11 octobre) et la Bulgarie (14 octobre), comptant pour les éliminatoires de la Coupe du Monde 2026. Leader du classement du groupe E, avec trois longueurs d'avance sur la Géorgie et la Turquie, la Roja est encore loin d'avoir assuré sa qualification. Mais à Barcelone, Flick et les dirigeants blaugranas priaient pour que le sélectionneur national laisse leur joueur tranquille.

Blessé lors du dernier rassemblement national, Lamine Yamal vient tout juste de reprendre la compétition. La dernière trêve internationale avait d'ailleurs pas mal agacé le coach du Barça qui ne s'était pas fait prier pour tacler De la Fuente. « Je n'ai pas parlé avec De la Fuente. Nous avons échangé seulement des messages. Je ne parle pas bien espagnol et il ne parle pas bien anglais. Il est clair que la communication pourrait être améliorée. J'ai été sélectionneur et je sais combien ce travail est difficile, mais la communication devrait être meilleure ». Face à cette attaque, le patron de la Roja avait sèchement répondu à l'Allemand, laissant entendre qu'il n'avait aucun ordre à recevoir de lui. « Aujourd'hui, dans mes terres natales, à ce moment précis, je ne me souviens pas de ce que Flick a dit, et cela ne m'intéresse pas. »

Ce vendredi, Luis De la Fuente a donc suivi sa ligne de conduite en convoquant le numéro 10 du Barça. Le sélectionneur était donc très attendu en conférence de presse pour s'expliquer. Et il a commencé son monologue en revenant sur sa dernière déclaration. « J'étais chez moi, en train de profiter d'une journée merveilleuse. Il n'y a aucun conflit avec Flick. J'ai simplement été surpris par ses déclarations, car il a été sélectionneur et je pensais qu'il avait cette



empathie. De la même manière, je dis qu'il a été sélectionneur et qu'il sait comment nous, les joueurs, nous comportons. C'est ce qui me surprend, qu'un ancien sélectionneur ait cette opinion. Mais bon, chacun dit ce qu'il a à dire », a-t-il indiqué, avant de revenir sur son choix de convoquer le Blaugrana pour ces deux matches importants dans la course au Mondial 2026.

« ICI, CEUX QUI VIENNENT SONT EN BONNE SANTÉ. EN ÉTAT DE JOUER. »

« Vous savez que nous avons deux matches très importants, que nous jouons la Coupe du Monde. On dirait que ces matches passent au second plan et que nous parlons de

Flick. Nous jouons la Coupe du Monde, c'est ce qui est vraiment important. Le reste n'a aucune importance. Chacun a dit ce qu'il avait à dire, point final. » Relancé, De la Fuente a également dû se justifier sur les rumeurs selon lesquelles le staff espagnol a fait joué Lamine Yamal contre la Turquie sous infiltration, et en étant diminué. Des accusations que le technicien réfute. « Je dis toujours la vérité. Ce qui s'est passé, c'est qu'à la fin du match, il avait une gêne. Moi, je n'ai jamais joué sans gêne. Il ne s'est rien passé pour autant. Nos services médicaux l'ont expliqué, je l'ai expliqué. C'est tout. A-t-il eu des gênes après le match ? Je ne sais pas. » Mitraillé de questions, De la Fuente a

conclu son intervention sur le sujet en précisant que tous les joueurs qu'il fait jouer sont en état de le faire et qu'il n'a commis aucune erreur avec la star du Barça. « Non, zéro. Ici, le risque est nul. Ici, ceux qui viennent sont en bonne santé. En état de jouer. »

Et quand ils rentrent chez eux, c'est parce que nous avons estimé qu'ils ne pouvaient pas rester ici, car ils prenaient un risque. (...) Nous parlons avec tous les joueurs, nous savons comment ils vont. Si un club nous informe qu'un joueur a un problème, nous en tenons compte. Nous allons voir comment Lamine évolue ce week-end, nous verrons dans quelle mesure il participera. » Le message est passé.

REAL MADRID

Xabi Alonso commence à en avoir marre de certains joueurs

SELON LES médias espagnols, le cas Fede Valverde commence à sérieusement agacer le coach du Real Madrid. Alors que c'est Vinicius Jr qui faisait polémique ces dernières semaines à Madrid, entre autres en raison d'une relation avec Xabi Alonso qui ne serait pas idéale et sa prolongation qui n'avance pas, un joueur lui a volé la (triste) vedette ces dernières

heures. C'est Fede Valverde. Auteur de prestations assez médiocres cette saison, il aurait refusé de jouer en tant que latéral droit. Ses propos en conférence de presse - « je ne suis pas né pour jouer latéral » - allaient aussi dans ce sens, alors que Carvajal et Trent Alexander-Arnold sont indisponibles. Et Xabi Alonso l'aurait sanctionné en le laissant hors du onze titulaire

contre le Kairat Almaty.

Des informations démenties par le principal concerné via un communiqué sur ses réseaux mercredi : « j'ai lu plusieurs articles portant préjudice à ma personne. Je sais que j'ai fait des mauvais matches, j'en suis conscient. Je ne me cache pas, j'assume. Je suis réellement triste. On peut dire beaucoup de choses sur moi, mais

sous aucun concept on ne peut dire que je refuse de jouer. J'ai tout donné, et plus, pour ce club, j'ai joué avec des fractures, blessé, et jamais je ne me suis plaint ou j'ai demandé à ne pas jouer ».

Mais comme l'indique la Cadena SER, il y a bel et bien un problème avec l'Uruguayen. Le joueur de 27 ans ne se sent pas à l'aise, et est un peu perdu sur le terrain, car son véritable rôle n'existe plus dans le système de Xabi Alonso. Et il l'a fait savoir. La radio rajoute que les agissements du joueur ont clairement agacé son entraîneur.

Le communiqué publié par le joueur a également été considéré comme « trop dramatique » en interne à Madrid. Rodrygo a lui aussi formulé des plaintes concernant son utilisation par le tacticien basque, mais il l'a fait en privé, et cela a donc moins énervé l'entraîneur madrilène, qui doit donc déjà faire face à plusieurs cas compliqués en interne. Rodrygo, Valverde et Vinicius, trois dossiers épineux donc et d'autres pourraient suivre...

LIVERPOOL

Slot donne des nouvelles d'Alisson et Ekitike

SORTI sur blessure mardi soir lors de la défaite face à Galataaray pour le compte de la 2e journée de la Ligue des Champions, Alisson ne sera pas rétabli tout de suite, et va manquer le rassemblement avec le Brésil. C'est Arne Slot qui a officialisé la nouvelle ce matin en conférence de presse. « Alisson ne fait pas partie de l'équipe demain. Et il ne se rendra pas non plus au Brésil avec l'équipe nationale. Il sera donc forfait samedi. » Liverpool se déplace sur la pelouse de Chelsea, et s'appuiera donc sur Mamardashvili, qui avait été recruté à Valence précédemment. Le retour d'Alisson ne devrait pas intervenir dès la fin de la trêve internationale. « Cela dépend aussi de la rapidité de sa récupéra-

tion. Samedi, c'est clair, il ne jouera pas pour le Brésil, et je serais surpris qu'il soit présent lors du premier match après la trêve internationale. Mais à partir de là, les choses peuvent parfois aller un peu plus vite ou un peu plus lentement. C'est toujours difficile de prévoir le nombre de jours et de semaines, mais pour les prochains matches, il ne sera ni avec nous ni avec l'équipe du Brésil », a poursuivi Slot, qui a également donné des nouvelles d'Hugo Ekitike, également sorti sur blessure et appelé en équipe de France. « Hugo reprend l'entraînement aujourd'hui et on verra où il en est, tout comme Federico (Chiesa, ndlr). Il faudra attendre de voir où ils en sont exactement après la séance. »

CAMPAGNE LABOURS SEMAILLES À BECHAR

Plus de 2 400 hectares dédiés à la céréaliculture

UNE SUPERFICIE de 2.410 hectares destinée à la culture de céréales, durant la saison agricole 2025/2026, sera ciblée par la campagne labours semailles, lancée mercredi dans la wilaya de Bechar. C'est ce qu'a indiqué la direction locale des Services agricoles (DSA). Pour ce faire, « une superficie de 2.410 hectares est dédiée, cette année, dans le cadre de la campagne labours semailles, à la céréaliculture à travers la wilaya de Bechar, dont 500 ha pour le blé dur, 1.700 autres ha pour le blé tendre et 200 ha pour l'avoine, tandis que 5 ha sont consacrés au triticales au niveau d'une exploitation agricole à Beni-Ounif », a précisé le directeur de la DSA, Abderabi Hamel, en marge du coup d'envoi de cette campagne agricole, coïncidant avec la célébration de la 32ème édition de la Journée nationale de vulgarisation agricole. Le lancement de cette campagne a été effectué par les autorités de la wilaya à l'exploitation agricole, Dahane Nabil, située dans la commune frontalière de Meridja à 77 km au Sud-ouest de Bechar. Par ailleurs, la même source a rappelé que durant la précédente campagne labours semailles, une superficie agricole globale de 1.260 hectares a été dédiée à la céréaliculture.

R. R.

SECTEUR DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE DE MOSTAGANEM

Plus de 1,1 million d'alevins de loup-bar ensemencés

QUATRE CAGES flottantes ont été ensemencées avec plus de 1,1 million d'alevins de loup-bar, dans la zone d'activités aquacoles de la commune de Stidia (wilaya de Mostaganem). C'est ce qu'a annoncé la direction de la Pêche et de l'Aquaculture.

L'opération, menée au profit de l'entreprise aquacole « Aquanas », a permis d'introduire plus de 1.139.000 unités d'alevins de loup-bar, également appelés loups royaux, dans ces cages flottantes.

Il s'agit de la troisième opération du genre en l'espace de deux mois, après l'ensemencement, en août dernier, de deux cages flottantes appartenant à l'entreprise aquacole, Amir Ajal, avec 460.000 alevins de loup-bar, ainsi que deux autres cages pour le compte de l'entreprise, Al-Borhan Fish, qui a introduit plus de 540.000 unités du même type de poisson, a précisé la direction. En ce qui concerne l'aquaculture en eau douce, les services de la direction de la Pêche de la wilaya ont multiplié leurs sorties de terrain afin de sensibiliser et recenser les agriculteurs intéressés par la pisciculture. L'accent est mis sur l'importance de cette activité, qui contribue à améliorer la qualité des récoltes agricoles tout en assurant un revenu supplémentaire pour les producteurs, a expliqué la même source. Ces sorties ont abouti à l'ensemencement de 5.000 alevins de tilapia dans l'entreprise aquacole, Oued El-Kheir Fish, située dans la commune d'Oued El-Kheir, ainsi que de 3.000 autres dans la commune d'Ouled Mâala, selon la même source.

R. R.

10

RÉGIONS

L'USAGE NUMÉRIQUE ET DE L'IA DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEURE DE RELIZANE

L'université appelle à promouvoir l'éthique

Il est indispensable d'encourager l'utilisation responsable des technologies numériques et de l'intelligence artificielle, ainsi qu'à diffuser une éthique de leur usage au sein et en dehors de l'université. C'est ce qu'ont mis en exergue les participants à la conférence internationale sur « Les mécanismes de l'autonomisation numérique dans l'enseignement universitaire dans le monde arabe », mardi dernier à Relizane.



La conférence, organisée par le Laboratoire des études sociales, psychologiques et anthropologiques de l'Université, Chahid Ahmed-Zabana, de Relizane, en coopération avec l'équipe de recherche de formation « Citoyenneté numérique et usage sûr et éthique des supports technologiques en Algérie », a réuni plusieurs spécialistes qui ont souligné l'importance de faire de la numérisation dans l'enseignement universitaire un engagement collectif et d'œuvrer à sa généralisation. Ils ont également préconisé l'intégration,

dans les programmes universitaires, de thématiques liées à l'intelligence artificielle, à l'éthique numérique et à la cyber sécurité, ainsi que le soutien à la recherche scientifique dans les domaines de la numérisation et de l'innovation technologique, en lien avec le marché du travail, à travers la création de laboratoires de recherche spécialisés. Parmi les recommandations figure aussi l'appel à renforcer la coopération entre les différentes universités et à favoriser l'échange d'expériences dans le domaine de la numérisation. Les organisateurs de cette

conférence, tenue à l'Université Chahid Ahmed-Zabana de Relizane, ayant réuni des enseignants spécialistes nationaux et étrangers, ont par ailleurs insisté sur la nécessité de la formation continue des enseignants, des administrateurs et des étudiants aux compétences numériques modernes, de mettre en place des programmes de formation et de stages pour l'échange d'expériences, et d'intégrer la culture de l'éthique numérique dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux.

R. R.

EL-OUED

Près de 200 femmes au foyer en formation

VISANT le développement et la formation de la femme au foyer en milieu rural, pas moins de 194 places pédagogiques sont offertes dans la wilaya d'El-Oued au titre de la session d'octobre 2025. C'est ce qu'a indiqué, mercredi, la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP). A ce propos, Mohamed Ziane, DFEP, a précisé que cette offre de formation est introduite dans le cadre de la stratégie du secteur dans le but d'accorder un intérêt à la formation de la femme au foyer, notamment en milieu rural et enclavé, et lui permettre d'acquérir un métier en rapport direct avec les besoins de son environnement familial et de l'insérer dans le monde professionnel, par la création d'un microprojet familial. Soulignant également que ces offres de formation concernent plusieurs spécialités, dont la couture, la bro-

derie, la coiffure et la pâtisserie. Pour cette catégorie, il a été arrêté un volume horaire de formation de 100 à 300 heures, réparties sur une durée n'excédant pas les six mois, avec présentation des cours durant les après-midis.

S'agissant de la formation en milieu rural, le secteur a prévu 22 sections détachées relevant des 11 centres de la formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) que compte la wilaya, dont six sections au niveau des communes situées sur la bande frontalière (Taleb-Larbi, Douar El-Ma et Ben-Guecha).

Le secteur de la formation professionnelle compte dans la wilaya d'El-Oued 19 établissements, totalisant une capacité de 4.250 places pédagogiques, en plus de cinq établissements privés agréés, selon les données de la DFEP.

COUP D'ENVOI DU 17^E FIBDA

Bendouda prône une nouvelle autonomie des festivals

Ouvert mercredi soir sur l'esplanade du Riadh El Feth, le 17^E Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA) se tient jusqu'au 5 octobre avec la participation de 17 pays. Placée sous le thème « Édition de l'enfant », cette nouvelle édition met en avant la jeunesse et la créativité, tout en portant un message d'engagement pour la Palestine. Lors de l'inauguration, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a appelé à repenser la gestion et le financement des festivals, en les transformant en plateformes culturelles et économiques durables.

Dans son allocution, Bendouda a déclaré qu'« il ne s'agit plus seulement d'organiser quelques jours de spectacles, mais de bâtir de véritables plateformes culturelles et économiques, capables de refléter l'image de l'Algérie ». Tout en appelant à sortir de la dépendance au seul financement public et à diversifier les soutiens économiques. Elle a également rappelé la place essentielle que doit occuper l'enfant dans les politiques culturelles. Elle a souligné l'importance d'initier les plus jeunes à la lecture et à l'art dès le plus jeune âge : « Les enfants sont eux aussi un public de la culture, et sans doute le plus fidèle ».

Évoquant la situation dramatique des enfants de Gaza, « privés de leurs droits les plus élémentaires », elle a appelé les artistes à transformer leur art en outil de résistance et de solidarité avec la cause palestinienne. « L'art doit être une arme pour la paix et la liberté », a-t-elle martelé, invitant les créateurs à inscrire leur engagement dans leurs œuvres.

Comme chaque année, le FIBDA met un pays à l'honneur. Pour cette édition 2025, la République arabe d'Égypte a été choisie. La ministre a salué « un pays frère qui occupe une place de choix dans le monde de la bande dessinée », soulignant la profondeur des liens culturels entre Alger et Le Caire. Cette participation illustre, selon elle, « la vitalité du neuvième art dans l'espace arabe ».



La soirée d'ouverture a rendu hommage à plusieurs personnalités du neuvième art. Une séquence spéciale, « Comic Palestino », a mis en avant les œuvres de bédéistes palestiniens, tandis que des distinctions ont été décernées à Pedro Rojo Perez, designer de l'exposition, à la chercheuse américaine Alexandra Gueydan-Turek, ainsi qu'à des auteurs algériens comme Hanane Benmedioni, Nadjet Belabbes et Amazit

Boukhalfa. Le festival a également récompensé les lauréats du concours BD. Dans la catégorie des moins de 16 ans, Mahibel Abderahmen a remporté le premier prix pour son oeuvre « Les veilleurs de la nuit ». Chez les plus de 16 ans, le grand prix est allé à Yacine Slimane Ouchen pour « Destin trahi ». Quant au concours international, il a été remporté par Hakima Touileb

avec « Don't look into the mirror », confirmant la vitalité du neuvième art algérien. La cérémonie a également été marquée par un spectacle folklorique de la troupe Layalli, plongeant le public dans l'ambiance musicale algérienne. Le commissaire du festival, Salim Brahimi, a exprimé sa gratitude aux partenaires et salué le soutien constant du ministère de la Culture.

Meriem D.

COMICS, CRÉATIVITÉ ET ÉCHANGES L'Amérique en bulles à Alger

PRÉSENTE au 17^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA), qui se tient du 1^{er} au 5 octobre 2025 à l'esplanade Riadh El Feth, l'Ambassade des États-Unis à Alger réaffirme son engagement en faveur du neuvième art comme vecteur de dialogue et de rapprochement entre les cultures.

À l'inauguration, l'ambassadrice Elizabeth Moore Aubin a souligné « l'importance de la bande dessinée comme espace de créativité, de dialogue et d'échanges culturels ». Souriante au milieu d'un stand animé et bondé, elle a exprimé sa joie d'« interagir avec les artistes algériens » et rappelé que les États-Unis participent régulièrement au festival depuis 2018. « Je suis fière de pour-

suivre cette tradition de participation américaine à une manifestation qui célèbre la créativité et l'échange culturel », a-t-elle déclaré, évoquant également la perspective de 2026, année où les États-Unis fêteront les 250 ans de leur indépendance. Cette édition, placée sous le signe de l'enfance, met en avant deux figures américaines : Alitha Martinez, icône de la bande dessinée américaine, connue pour ses illustrations sur Iron Man, Batgirl, Moon Girl and Devil Dinosaur ou encore Black Panther: World of Wakanda et Alexandra Gueydan-Turek, professeure au Swarthmore College, spécialiste de la bande dessinée arabe et nord-africaine. Habituee du festival, Martinez confie avoir « à cœur de travailler

avec de jeunes talents algériens » et d'« échanger autour de la force universelle du dessin ». Gueydan-Turek, pour sa part, explique avoir été « touchée dès sa première visite en 2007 par le talent et l'audace des jeunes auteurs algériens ». Toutes deux animeront ateliers, rencontres et discussions sur le rôle de la BD comme outil d'innovation et de dialogue interculturel. Au stand américain, les visiteurs sont invités à plonger dans l'univers foisonnant des comics. L'espace, véritable passerelle entre les deux rives de l'Atlantique, vibre au rythme des bulles, de l'encre et des couleurs. Petits et grands peuvent repartir avec un souvenir original comme la création de bracelets, l'impression de pins à l'effigie de leur



manga préféré ou encore des dessins à colorier. Des activités qui transforment l'espace en lieu de

partage, où chaque visiteur peut laisser libre cours à son imagination.

Meriem Djouder

VERSEMENT DES PENSIONS ONDA Plus de 800 bénéficiaires concernés

L'OFFICE NATIONAL des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) a annoncé mercredi avoir finalisé le versement des allocations de retraite complémentaire et de vieillesse pour le troisième trimestre 2025. Au total, 805 bénéficiaires ont perçu leurs pensions, a précisé l'institution dans un communiqué.

Selon les chiffres communiqués, 682 personnes ont touché l'allocation de retraite complémentaire, tandis que 123 autres ont bénéficié de l'allocation de vieillesse. L'ONDA rappelle que l'allocation de retraite complémentaire est destinée aux adhérents ayant cotisé au Fonds social pendant au moins 15 ans et ayant atteint

l'âge légal de 60 ans. Quant à l'allocation de vieillesse, elle est soumise à des conditions particulières, notamment l'affiliation, l'âge légal de départ à la retraite et le niveau de revenu. Ce dernier ne doit pas dépasser 80 % du Salaire minimum national garanti (SNMG), sans obligation d'une durée

minimale de service. L'Office a également indiqué que le calendrier des versements pour l'année 2025 a été respecté. La première opération a eu lieu en avril, la seconde en juillet, et la troisième vient de s'achever, conformément à la date limite fixée à fin septembre.

R. C.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax : (021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
**QUOTIDIEN NATIONAL
D'INFORMATION**

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :

(021) 67.07.46
Edité par la SARL Groupe
Presse et Communication au
capital de 9 764 000 DA

Gérant
ALI MECHERI
Directeur
de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

IMPRESSION
SIMPRAL

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
• POUR VOTRE PUBLICITE
S'ADRESSER A :
L'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité » Agence ANEP 01, Avenue
Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax (020) 05.11.48

(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba

Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed
Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaia

Bejaia : Centre Commercial
SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2024

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

La méga-sécheresse historique dans le Sud-Ouest américain pourrait durer 100 ans. Voici pourquoi

De nouvelles études révèlent à quel point l'activité humaine est responsable de la méga-sécheresse qui touche le Sud-Ouest des États-Unis. La région pourrait désormais entrer dans une ère de sécheresse qui pourrait persister.



L'avenir semble asséché pour le Sud-Ouest américain. Selon Phys.org, la région pourrait être piégée dans une sécheresse durable, conditionnée par l'activité humaine. Depuis plus de 20 ans, cette zone des États-Unis est touchée par une méga-sécheresse historique avec des réservoirs, comme les lacs Mead et Powell, au plus bas. Selon le site spécialisé, cette sécheresse est liée à l'Oscillation décennale du Pacifique (ODP), un phénomène climatique qui alterne entre des phases humides et sèches à intervalles de quelques décennies. Passée en phase négative au tournant des années 2000, la région traverse depuis une période de sécheresse importante, qui pourrait persister. Selon des chercheurs de

l'université du Texas, elle pourrait rester bloquée dans cette phase au-delà des 20 à 30 ans habituels, voire jusqu'à la fin du siècle. **Influence humaine** Jusqu'à présent, les chercheurs considéraient que l'ODP était un phénomène naturel, déterminé par les fluctuations de l'océan et de l'atmosphère. Une théorie mise à mal par de nouvelles recherches publiées dans la revue Nature. Selon des scientifiques, l'ODP est aussi influencée par des facteurs humains. Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs ont examiné l'évolution des phases de l'ODP au cours du siècle dernier, avec plus de 500 simulations climatiques. Ils ont notamment été capables de dissocier l'influence des gaz à effet de serre de celle

des aérosols - ces particules fines émises par les industries, l'agriculture ou les véhicules. Résultat : les deux phénomènes se combinent pour modifier la circulation atmosphérique et priver le Sud-Ouest américain des précipitations. Ils disent notamment avoir constaté que "l'augmentation des émissions d'aérosols due à l'industrialisation rapide qui a suivi la Seconde Guerre mondiale a entraîné une tendance positive de l'ODP, rendant le Sud-Ouest plus pluvieux et moins aride". Après les années 1980, ils ont remarqué que la forte augmentation des émissions de gaz à effet de serre combinée à la réduction des aérosols a fait évoluer l'ODP "vers une tendance négative". C'est cette dernière, responsable de sécheresses, qui se poursuit aujourd'hui.

Une tendance qui s'aggrave Selon les chercheurs, leurs modèles - isolant les effets des gaz à effet de serre et des aérosols - prédisent clairement que même sous des conditions d'El Niño, le Sud-Ouest ne verrait pas d'augmentation des précipitations. "Même en l'absence de phénomènes naturels comme El Niño, les modèles montrent que les pluies compensatoires ne reviendront pas", résume Flavio Lehner, climatologue à l'Université Cornell et co-auteur de l'étude. Au-delà de la baisse des précipitations, l'air plus chaud retient davantage d'humidité, accentuant la sécheresse de la région. Depuis les années 1980, cette tendance s'aggrave. Selon les chercheurs, même la baisse mondiale récente des émissions d'aérosols ne suffira pas à inverser la tendance.

60 % des terres émergées sont sorties de leur "zone sûre"



LA SANTÉ des écosystèmes ("intégrité fonctionnelle") est l'une des huit "limites planétaires" définies par les scientifiques. Une nouvelle étude révèle que 60 % des terres émergées sont sorties de la "zone sûre" définie localement, et 38 % se situent désormais dans la "zone à haut risque". Sept sur huit. Ce qui ressemble de prime abord à une bonne note à l'école devrait au contraire nous alarmer : sept des huit "limites planétaires" re-définies en 2023 (neuf avaient été listées initialement) sont dépassées, ce qui signifie que l'humanité a exploité les ressources et les fonctionnements de notre planète au point de faire basculer certains équilibres planétaires

(Rockström, J. et al. 2023). L'une d'elles est "l'intégrité fonctionnelle de la biosphère" : elle désigne essentiellement la capacité du monde végétal à acquérir suffisamment d'énergie par photosynthèse pour maintenir les flux de matière (carbone, eau et azote) qui soutiennent les écosystèmes. Les activités humaines viennent sans surprise perturber cette délicate horlogerie, mais à quel point ? Publiée le 15 août dans la prestigieuse revue One Earth, une étude menée par l'Institut de recherche sur l'impact climatique de Potsdam (PIK), en collaboration avec l'Université BOKU de Vienne, apporte désormais des réponses chiffrées (F. Stenzel et al. 2025).

Bois, récoltes : une biomasse détournée vers nos usages Alimentation, matières premières, capture et stockage du carbone... "La civilisation a un besoin crucial d'utiliser la biosphère", souligne Fabian Stenzel, auteur principal de l'étude, dans un communiqué. "Il devient donc d'autant plus important de quantifier la pression que nous exerçons déjà sur la biosphère, de manière régionale et au fil du temps, afin d'identifier les surcharges", suggère-t-il. Les auteurs de l'étude ont donc développé

deux indicateurs. D'un côté, la proportion de la productivité naturelle canalisée par l'humanité vers ses propres usages (récoltes, bois...), ainsi que la façon dont l'agriculture et l'imperméabilisation des sols réduisent l'activité photosynthétique. Et de l'autre, le risque de déstabilisation des écosystèmes : structure de la végétation ; flux d'eau, de carbone et d'azote. En s'appuyant sur un modèle global de la biosphère (LPJmL), qui simule quotidiennement ces flux à une résolution d'un demi-degré de longitude/latitude, l'étude fournit ainsi un inventaire détaillé pour chaque année depuis 1600, en fonction des changements climatiques et de l'utilisation des terres par l'homme.

Les ravages de l'industrialisation L'équipe de recherche a non seulement calculé, cartographié et comparé les deux indicateurs d'intégrité fonctionnelle de la biosphère, mais les a également comparés avec d'autres mesures issues de la littérature pour lesquelles des "seuils critiques" sont connus. Chaque zone s'est ainsi vue attribuer un statut : "zone sûre", "zone à risque croissant" ou "zone à haut risque". Ces calculs montrent des évolutions inquiétantes depuis l'an 1600 aux latitudes moyennes. En 1900, la proportion de la

superficie terrestre mondiale dépassant la "zone sûre" définie localement ou se situant dans la "zone à haut risque", était respectivement de 37 et 14 %, contre 60 et 38 % aujourd'hui. Au XXe siècle, l'industrialisation commençait à faire des ravages, et l'utilisation des terres a sévèrement affecté l'état du système terrestre "bien avant le réchauffement climatique", notent les auteurs. L'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord en particulier ont subi une forte conversion de leur couverture végétale, principalement due à l'agriculture.

Message aux gouvernements Pour le professeur Johan Rockström, directeur du PIK et théoricien du concept des limites planétaires, cette première carte mondiale constitue une "avancée scientifique majeure", donnant également une "impulsion importante" au développement futur de la politique climatique internationale : En effet, (la carte) met en évidence le lien entre la biomasse et les puits de carbone naturels, et leur contribution à l'atténuation du changement climatique. Les gouvernements doivent aborder cette question comme un enjeu global : une protection globale de la biosphère associée à une action climatique forte.

Google révèle la consommation d'énergie d'une requête Gemini : une première dans le secteur

L'IA fait exploser la demande énergétique. Voici pourquoi le rapport de Google est important.



La demande en IA s'accroît rapidement. Ce qui signifie que l'infrastructure qui la rend possible – les centres de données et les centrales électriques qui les alimentent – se développe également.

Le manque de données concrètes sur la consommation énergétique exacte de l'IA a suscité des inquiétudes et un débat sur l'impact de cette demande sur l'environnement.

De nouvelles données de Google pourraient changer la donne.

C'est une première dans le secteur. L'entreprise a publié des estimations sur la consommation énergétique et les émissions de son chatbot Gemini. Un prompt texte Gemini moyenne consomme « 0,24 wattheure (Wh) d'énergie, émet 0,03 gramme d'équivalent dioxyde de carbone (gCO₂e) et consomme 0,26 millilitre (soit environ cinq gouttes) d'eau », a déclaré Google jeudi, comparant l'impact par prompt à « regarder la télévision pendant moins de neuf secondes ». Bien sûr, il ne s'agit là que d'une moyenne par prompt. Google estimait que Gemini comptait 350 millions d'utilisateurs mensuels en mars (près de la moitié des estimations d'utilisateurs de ChatGPT). Et selon le nombre d'utilisateurs qui interrogent Gemini à un moment donné, l'utilisation du chatbot par des utilisateurs expérimentés qui envoient des invites plus complexes, ces secondes peuvent s'accumuler. Google a publié un framework de suivi des émissions, de la consommation d'énergie et d'eau de ses applications Gemini, affirmant que ses résultats sont « considérablement inférieurs à de nombreuses estimations publiques » des ressources consommées par l'IA.

Un rapport inédit

Google a commencé à publier des informations sur la consommation électrique mondiale de ses centres de données en 2020 et publie des rapports annuels sur l'efficacité énergétique (PUE) de ses centres de données depuis 2008. Bien que Google n'ait pas publié ses données énergétiques brutes issues de l'IA, elle est la première entreprise technologique à publier des rapports détaillés sur le sujet. En juin, après la diffusion sur les réseaux sociaux d'allégations alarmantes sur l'utilisation intensive de ChatGPT en ressources et en eau, le PDG d'OpenAI, Sam Altman, a écrit qu'une requête ChatGPT moyenne consomme « environ 0,34 wattheure, soit l'équivalent de la consommation d'un four en un peu plus d'une seconde ou d'une ampoule à haute efficacité en quelques minutes ». Il a ajouté qu'une requête consomme « environ un quinzième de cuillère à café » d'eau, sans toutefois fournir de méthodologie ni de données pour étayer ces affirmations. Bien que des articles de presse indiquent que les centres de données de Meta consomment d'énormes quantités d'eau, aucun des principaux acteurs de l'IA, y compris Anthropic, n'a communiqué de détails.

La consommation semble inférieure aux prévisions

Selon Google, certains calculs de ressources d'IA « n'incluent que la consommation des machines actives » ou se concentrent uniquement sur le coût d'inférence des modèles, ignorant ainsi des facteurs cruciaux qui peuvent améliorer l'efficacité d'un système d'IA et, par conséquent, réduire son empreinte. Par exemple, les modèles de raisonnement de grande taille nécessitent davantage de calculs que les modèles plus petits. Pour améliorer l'efficacité, des approches comme le décodage spéculatif (utilisé par Google) permettent à un plus petit nombre de puces de traiter davantage de requêtes, en faisant en sorte qu'un modèle plus petit effectue des prédictions qu'un modèle plus grand vérifie ensuite, au lieu que ce dernier gère l'ensemble du processus. En réponse, Google a développé sa propre

méthodologie, prenant en compte plusieurs éléments souvent négligés. Lors de ses tests, Google a indiqué avoir suivi non seulement l'énergie et l'eau utilisées par le modèle en cours de calcul, mais aussi l'utilisation réelle des puces à grande échelle, qui « peut être bien inférieure aux maximums théoriques ». L'entreprise a surveillé l'énergie consommée au-delà des TPU et des GPU sur lesquels s'exécute l'IA, en prenant également en compte le processeur et la RAM de l'hôte. Elle a également inclus l'énergie consommée par les « machines inactives », c'est-à-dire les systèmes qui doivent rester en veille même lorsqu'ils ne sont pas en activité pour gérer les pics de consommation, ainsi que l'infrastructure toujours utilisée, même pour des calculs non liés à l'IA, comme les frais généraux des centres de données, les systèmes de refroidissement et la consommation d'eau.

Google affirme que la consommation énergétique de l'IA a été surestimée

Google a déclaré avoir comparé une approche « non exhaustive » à la sienne. La première estimait que « le prompt texte Gemini médiane consomme 0,10 Wh d'énergie, émet 0,02 gCO₂e et consomme 0,12 ml d'eau. » ; des chiffres qui, selon Google, sous-estiment « considérablement » l'empreinte de Gemini et sont, au mieux, « optimistes ».

Sa propre méthodologie, en revanche, a révélé des estimations plus élevées : 0,24 Wh, 0,03 gCO₂e et 0,26 ml d'eau. « Nous pensons qu'il s'agit de la vision la plus complète de l'empreinte globale de l'IA », a déclaré Google.

Malgré ces chiffres plus élevés, Google a néanmoins affirmé que la consommation énergétique de l'IA avait été surestimée.

Réduction de l'empreinte et efficacité

« La consommation d'énergie, les émissions de carbone et la consommation d'eau étaient en réalité bien inférieures à ce que nous observions dans certaines estimations publiques », a déclaré Savannah Goodman, responsable des laboratoires d'énergie avancée de Google.

Mme Goodman n'a pas cité d'estimations précises à des fins de comparaison.

L'entreprise a indiqué que « sur une période récente de 12 mois, l'empreinte énergétique et l'empreinte carbone totale du prompt texte médiane des applications Gemini ont été divisées respectivement par 33 et 44, tout en offrant des réponses de meilleure qualité. » Cependant, Google a ajouté que ni les données ni les affirmations n'avaient été vérifiées par un tiers. L'avenir durable « full stack » de Google Google a cité plusieurs approches mises en œuvre dans ses centres de données pour améliorer l'efficacité globale. Parmi celles-ci figurent :

L'optimisation des performances matérielles

L'utilisation du raisonnement hybride et de la distillation L'apprentissage par des modèles plus grands de modèles plus petits Google a également réitéré son engagement à utiliser des sources d'énergie propres et à reconstituer l'eau douce utilisée pour le refroidissement.

Lutte contre les pannes de courant

Pour tenir compte des pannes de courant causées par les pics de tension, Google a signé plus tôt ce mois-ci des accords avec des fournisseurs d'énergie prévoyant une réduction de la consommation d'énergie de ses centres de données pendant les périodes critiques.

Si les émissions des centres de données de l'entreprise pourraient avoir diminué de 12 %, son dernier rapport sur le développement durable, publié en juin, montre que la consommation énergétique de Google a plus que doublé en seulement quatre ans. Les données relatives à Gemini semblent moins alarmantes que de nombreuses autres estimations d'utilisation de l'IA, mais cela ne doit pas être interprété comme une preuve que Google est en dessous des normes de consommation énergétique du secteur technologique, ou qu'il procède à des réductions à plus grande échelle, surtout compte tenu de la popularité de Gemini auprès des utilisateurs au quotidien.



télévision

PROGRAMME DU JOUR		
21h05	Divertissement - France 2025 The Voice Kids	TF1
21h05	Jeu France - 2025 100 % logique : la réponse est sous vos yeux	2
21h00	Jeu (2025 - France) Les traîtres	6
21h05	Rugby : Top 14 Bordeaux-Bègles / Lyon	CANAL+
20h50	Série humoristique France La petite histoire de France	W9
20h50	Film policier Etats-Unis - 1997 Donnie Brasco	CINE + FRISON
21h05	Série d'action Etats-Unis - 2018 MacGyver 2016	6ter
21h00	Drame - Grande-Bretagne 2023 Une vie	CINE + PREMIER
21h10	Formule 1 Grand Prix de Singapour	CANAL+ SPORT
21h00	Drame Etats-Unis - 2024 Babygirl	CINE CINEMA
20h50	Film fantastique Etats-Unis - 2015 Chair de poule : le film	CANAL+ family
21h15	Série policière Etats-Unis - 1977 Columbo	TMC



Série fantastique (2025 - France)
Saison 1 - Épisode 1-2

Les Sentinelles

En avril 1915, huit mois après le début de la Première guerre mondiale, l'armée allemande a rapidement conquis le nord de la France. La situation est critique pour les forces françaises. Après avoir été grièvement blessé, le soldat français Gabriel Ferraud est sélectionné pour suivre un programme spécial visant à créer une unité de soldats améliorés. Après l'injection d'un sérum secret Gabriel est doté de capacités physiques hors normes et intègre une unité d'élite : les sentinelles.

22h32
Série de suspense (2022 - Grande-Bretagne)
Saison 1 - Épisode 2

Without Sin

Trois ans après le meurtre tragique de leur fille, Stella (Vicky McClure) et son ex-mari Paul (Johnny Harris) tentent de reconstruire leur vie, hantés par leur chagrin et la culpabilité. Alors qu'ils s'efforcent de trouver un semblant de normalité, un message inattendu de l'administration pénitentiaire vient bouleverser leur fragile équilibre : Charles, le tueur, a enregistré un message vocal dans lequel il exprime des remords pour son crime.

HORAIRES DES PRIÈRES	A N N A B A					C O N S T A N T I N E					A L G E R					O U A R G L A					C H L E F					M O S T A G A N E M					O R A N				
	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha
	04:53	12:18	15:36	18:08	19:31	04:58	12:22	15:41	18:13	19:36	05:13	12:36	15:55	18:27	19:50	05:06	12:27	15:48	18:20	19:38	05:19	12:43	16:02	18:34	19:56	05:24	12:48	16:07	18:39	20:01	05:28	12:51	16:10	18:42	20:04

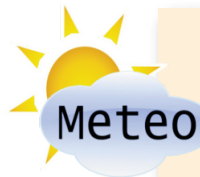
LE JEUNE

N° 8305 — SAMEDI 4 OCTOBRE 2025

INDÉPENDANT

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net



Maximales

Minimales

Alger	28°	16°
Oran	28°	18°
Constantine	24°	10°
Ouargla	28°	18°

RÉPRESSION SANGLANTE AU MAROC

L'ONU et des ONG réclament une enquête

Alors que les protestations pacifiques, réclamant justice sociale et lutte contre la corruption, se multiplient partout au Maroc, l'intervention brutale des forces de l'ordre du Makhzen, lors d'une confrontation avec des manifestants à Inzegane au sud du pays, a causé la mort d'une troisième personne et blessé plusieurs autres. Le bilan partiel des heurts dans le pays fait état de plus de 400 blessés, dont certains sont dans un état grave.

Des centaines de manifestants ayant participé aux protestations ont été arrêtés, tandis que les autorités ont annoncé que certains pourraient être condamnés à des peines de prison pouvant aller jusqu'à 20 ans, voire à la réclusion à perpétuité.

Cette répression féroce a suscité de vives critiques de la part d'organisations locales et internationales de défense des droits de l'homme, qui considèrent ces sanctions comme un crime politique parfait. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a réagi, avant-hier soir, en appelant à «une enquête rapide et impartiale en vue de garantir la responsabilité» de la mort des trois manifestants. Selon son porte-parole, Farhan Haq, «le Secrétaire général déplore les violences survenues lors des récentes manifestations au Maroc, qui auraient fait trois morts et plusieurs centaines de blessés».

Lors d'une conférence de presse, le porte-parole a indiqué que le SG de l'ONU a salué «l'intention déclarée du gouvernement marocain d'engager le dialogue et d'écouter les voix de la jeunesse marocaine».

Ces réactions interviennent alors que le monarque Mohammed VI semble vivre dans un autre monde, ignorant totalement la révolte des jeunes et le bilan de la répression sanglante de ses forces de sécurité. Lors d'une commémoration du 27e anniversaire de la disparition de son père Hassan II, le souverain



n'a soufflé aucun mot sur la situation, lors de la veillée religieuse organisée au Mausolée Mohammed V à Rabat.

Pourtant, l'escalade de la répression est bien là, alors que les manifestants pacifiques réclament des réformes économiques et sociales urgentes, face à la crise économique et sociale, l'intensification de la pauvreté, du chômage et à la détérioration des services publics de base.

Ce développement alarmant a poussé l'Organisation mondiale contre la torture et 14 autres ONG internationales à dénoncer ce qu'elles ont qualifié de crime politique caractérisé du Makhzen et la répression croissante exercée par les autorités marocaines.

Le communiqué conjoint des organisations affirme que ce qui s'est produit n'était pas de simples «dérapages limités», mais bien une politique systématique visant à empêcher les citoyens d'exercer leurs droits

constitutionnels à la liberté d'expression et de réunion pacifique. Les forces de sécurité, précise-t-il, ont eu recours à une violence excessive et disproportionnée pour disperser les manifestations appelées par la jeunesse via les plateformes numériques. Le texte considère que ces événements constituent une violation flagrante des engagements constitutionnels et internationaux du Maroc, exigeant la libération immédiate de tous les détenus et la fin d'une politique répressive qui menace le droit des citoyens à la participation civique.

Le communiqué des ONG souligne que la campagne sécuritaire menée contre les manifestants pacifiques, descendus dans la rue pour réclamer le droit à l'éducation, à la santé et la fin de la normalisation avec l'entité sioniste, s'est caractérisée dès le départ par une répression brutale, des violences systématiques et des arrestations arbitraires.

Cette colère s'est accentuée face à la dégradation de l'éducation publique et à la montée du chômage, poussant les manifestants à scander des slogans tels que «Des hôpitaux avant les stades», une allusion à la politique de prestige et aux priorités budgétaires de l'Etat, davantage tournées vers la préparation de la Coupe du monde 2030 que vers les services essentiels.

Cinq mesures urgentes sont réclamées par les organisations signataires : la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes arrêtées en lien avec les manifestations, l'ouverture d'une enquête indépendante et transparente sur les accusations de torture et d'usage excessif de la force, le respect des droits fondamentaux à la liberté d'expression et de réunion, la fin de toutes formes d'intimidation à l'égard des militants et journalistes, la reconnaissance des revendications sociales et économiques exprimées par les manifestants, ainsi que l'ouverture d'un dialogue national inclusif pour traiter les crises de la santé, de l'éducation et du chômage.

Parmi les organisations signataires du communiqué, figurent Skyline International for Human Rights (SIHR), Intersection Association for Rights and Freedoms, HUMA for Human Rights and Civic Engagement, Justice Committee, FOCA Alliance for Civic Action et la Fédération internationale des droits de l'homme.

Hachemi B.

FIN DE LA SAISON ESTIVALE À TIPASA

Un bilan en baisse des noyades

LE 30 SEPTEMBRE a marqué le dernier jour du dispositif spécial saison estivale déployé sur l'ensemble des plages autorisées à la baignade de la côte de Tipasa, parmi elles, El Hamdania 2 s'est distinguée en décrochant le titre de «meilleure plage 2025» de la wilaya, un prix attribué à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme célébrée le 27 septembre dernier.

En dépit de la rentrée sociale et scolaire qui a éloigné les estivants de la Grande Bleue, certains irréductibles refusent encore de ranger leurs parasols. Une manière de prolonger l'ultime communion avec l'été, en attendant la haute saison version 2026. Malgré le recul des températures et l'ambiance automnale déjà perceptible, les plages de Tipasa ont, durant la dernière semaine de septembre,

accueilli familles et groupes de jeunes, assurant une fin en beauté à une saison estivale qui a offert joie et détente à des centaines de milliers de baigneurs depuis son ouverture en juin.

Le bilan des interventions arrêté au 28 septembre par la Direction de la Protection civile de Tipasa fait état de 7557 baigneurs sauvés de la noyade depuis le 1er juin, contre 9723 en 2024. «La baisse sensible du nombre de personnes secourues concerne également les interventions globales sur les sites de baignade, passées de 14 463 en 2024 à 12 536 cette année», précise le chargé de communication de la Protection civile.

Le nombre de baigneurs secourus sur place est resté relativement stable d'une année à l'autre. En revanche, les blessés nécessitant

une évacuation vers les établissements de santé ont légèrement diminué, passant de 399 cas en 2024 à 384 cette saison.

S'agissant des décès par noyade, la Protection civile a recensé neuf cas entre le 1er juin et le 28 septembre, tous enregistrés dans des zones rocheuses non surveillées. «L'année dernière, nous avions déploré 13 décès, dont quatre survenus dans des sites surveillés et neuf dans des zones rocheuses», rappelle le même officier.

Ainsi, contrairement à 2024, aucun décès n'a été enregistré cet été dans les plages autorisées à la baignade, un indicateur positif qui témoigne de l'efficacité du dispositif de surveillance mis en place par les services de la Protection civile.

T. Bouhamidi

AFRIQUE DU SUD

L'Algérie participe au 11e Sommet des présidents de parlements du G20

LE CONSEIL de la nation prend part, à Cape Town (Afrique du Sud), aux travaux du 11e Sommet des présidents de parlements des pays du Groupe des Vingt (G20), qui vise à renforcer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), a indiqué jeudi un communiqué de la chambre haute du parlement. «Chargé par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, le sénateur et membre du Parlement panafricain (PAP), M. Mohamed Amroune, participe, du 1er au 3 octobre courant, en compagnie d'une délégation conjointe des deux Chambres du Parlement, aux travaux de ce Sommet accueilli par l'Afrique du Sud en sa qualité de présidente en exercice du G20», et placé sous le thème «Mettre la diplomatie parlementaire au service de la solidarité mondiale, de l'égalité et de la durabilité».

Dans le cadre de ce thème global, l'Afrique du Sud œuvre à «renforcer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 de l'UA, à développer la gouvernance mondiale», et «à appuyer les efforts pour l'établissement d'un nouvel ordre mondial plus inclusif, représentatif, équitable et durable». Dans cette optique, et en vue d'enrichir le débat lors de l'atelier intitulé «Garantie de la soutenabilité de la dette pour ce thème global, le représentant du Conseil de la nation, M. Amroune, a souligné que «la question de l'endettement est liée aux menaces actuelles qui pèsent sur le monde d'aujourd'hui, telles que le terrorisme, le crime organisé et la migration, lesquelles se répercutent sur la dégradation des niveaux de développement et le manque des projets de développement dans les pays à faible revenu». Il a affirmé que «la question de la soutenabilité de la dette est une responsabilité commune, et les parlementaires, en tant que représentants de la volonté des peuples, doivent exercer des pressions sur les décideurs dans leurs pays afin de respecter cette soutenabilité, en ayant la capacité de continuer à régler leurs dettes sans recourir au rééchelonnement, ni être en défaut de paiement, et sans aucun impact négatif sur les dépenses sociales, ni sur la croissance économique». Il «ne s'agit pas uniquement d'une question financière, mais aussi d'une question qui touche à la souveraineté, à la stabilité sociale et aux opportunités de développement dans les pays à faible revenu», a-t-il estimé, ajoutant que «la garantie de cette soutenabilité requiert des efforts intégrés englobant une réforme interne, un soutien international et une planification financière à long terme». Il a également indiqué qu'à la lumière des défis mondiaux actuels, il «importe de traiter cette question avec responsabilité et une véritable solidarité internationale». Les membres de la délégation parlementaire ont tenu, en marge des travaux du sommet, «des rencontres bilatérales avec les présidents des délégations des pays amis participant à cette manifestation, en vue de renforcer la concertation et l'échange de vues sur les questions internationales d'actualité, et les questions intéressant les peuples africains», conclut le communiqué.

S. N.